

- 1/ **MOZAMBIQUE** : la population de lions rebondit dans le parc national de Gorongosa
- 2/ **BOTSWANA** : Des éléphants décimés par une toxine mortelle au Botswana
- 3/ **HAÏTI** : Haïti - USA : La Chambre des Représentants a voté la loi renouvelant les dispositions du CBTPA
- 4/ **BURUNDI** : GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 - 1.084 corps de victimes exhumés à MAKAMBA / 661 corps de victimes trouvés à RUMONGE | Procès NDADAYE – Perpétuité pour 5 officiers ex-FAB | Les enfants des cantines scolaires mangent locale, KIRUNDO
- 5/ **TANZANIE** : L'usine de traitement de la mine d'or New Luika sera agrandie d'ici janvier
- 6/ **RDC CONGO** : l'armée maîtrise une incursion des miliciens Bakata Katanga à Lubumbashi | RDC : plus de 100 kilos de coltan de fraude prédestinés au Rwanda interceptés à Masisi | L'Asadho exige que le Rwanda soit également condamné par la Cour internationale de justice pour plusieurs dégâts causés en RDC
- 7/ **CONGO BRAZZA** : Le Congo Brazza ratifie la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel
- 8/ **LYBIE** : La trêve en Libye laisse espérer une remontée de la production de pétrole
- 9/ **COTE D'IVOIRE** : à l'approche de la présidentielle, la crainte de « graves menaces sur la paix » | Laurent Gbagbo parti pour ne rien lâcher
- 10/ **MALI** : Le Mali se dote d'un président de transition , le colonel major Bah Ndwa
- 11/ **GHANA / COTE D'IVOIRE** : L'Europe, la Côte d'Ivoire et le Ghana engagent un dialogue sur le cacao durable
- 12/ **CABO VERDE** : Isabel dos Santos' bank makes €6 mln profit
- 13/ **NAMIBIE** : Rocketmine , filiale de Delta Dronea signé un contrat de plus de 2 millions de rands avec Rössing Uranium en Namibie
- 14/ **NIGERIA** : Le Nigeria débloque 2 milliards \$ pour le chemin de fer transfrontalier qui connectera l'Etat de Kano au Niger voisin
- 15/ **BURKINA FASO** : Le Burkina Faso ouvre la première usine de panneaux solaires en Afrique de l'Ouest
- 16/ **ANGOLA** : Le beau-fils de Dos Santos arrêté et emprisonné à Luanda pour « corruption » Carlos Manuel de SaoVicente
- 17/ **RWANDA** : Rwanda – Général Jeva (FLN) : « La lutte armée n'est pas la seule alternative »
- 18/ **TCHAD** : Bassin du lac Tchad - Boko Haram massacre plusieurs soldats tchadiens
- 19/ **NIGER** : Pour le Niger, seule une action internationale pourra rétablir la sécurité au Sahel et dans le bassin du lac Tchad
- 20/ **CAMEROUN** : La répression à l'encontre de l'opposition s'accroît

HAÏTI :

Haiti - USA : La Chambre des Représentants a voté la loi renouvelant les dispositions du CBTPA <https://www.haitilibre.com/article-31873-haiti-usa-la-chambre-des-representants-a-vote-la-loi-renouvelant-les-dispositions-du-cbtpa.html> 23/09/2020 10:51:20

Mardi, la Chambre des Représentants du a voté la loi « Caribbean Basin Trade Partnership Act » (CBTPA) avant son expiration prévue le 30 septembre 2020, renouvelant les préférences commerciales pour Haïti et d'autres pays des Caraïbes durant les 10 prochaines années.

C'est maintenant au tour du Sénat de statuer sur cette proposition de loi qui encourage le commerce entre les pays de la région. L'Ambassadeur Haïti à Washington, va continuer d'œuvrer pour s'assurer d'un vote favorable de cette importante législation.

Rappelons que depuis sa promulgation en l'an 2000, cette loi a contribué à développer des échanges mutuellement avantageux entre les États-Unis et la région des Caraïbes, notamment avec Haïti.

Cette loi exige l'utilisation de fils et de tissus fabriqués aux États-Unis ou dans les Caraïbes, ce qui a fait d'Haïti, un important marché d'exportation pour les textiles américains.

En tant que tel, cette loi soutient de nombreux emplois dans le textile, l'habillement et la chaussure aux États-Unis tout en faisant progresser le développement économique de la région. Le programme bénéficie du soutien de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement américaine du textile et de l'habillement, des producteurs de coton et des producteurs de textile américains aux fabricants et détaillants de vêtements.

GUADELOUPE :

COVID-19 : "Alerte maximale" en Guadeloupe

[https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/covid-19-alerte-maximale-en-guadeloupe-](https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/covid-19-alerte-maximale-en-guadeloupe-874070.html)

[874070.html](https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/covid-19-alerte-maximale-en-guadeloupe-874070.html) Guadeloupe La 1ère • Publié le 23 septembre 2020 à 14h31, mis à jour le 23 septembre 2020 à 19h06

Lors de sa conférence de presse ce mercredi, le Ministre de la Santé a estimé que la situation de la Guadeloupe est "inquiétante". Elle est désormais classée avec la Région d'Aix-Marseille en "Alerte Maximale", le niveau le plus élevé avant l'état d'urgence sanitaire.

L'annonce du Ministre de la Santé place désormais la Guadeloupe comme zone d'alerte maximale. Olivier Véran a annoncé que les bars et les restaurants seraient totalement fermés à partir de samedi en Guadeloupe tout comme dans la métropole d'Aix-Marseille, tous les deux placés en "alerte maximale". Une décision prise parce que, dans ces zones d'alerte maximale renforcée, le taux d'incidence dépasse désormais le seuil de 250 cas pour 100 000 habitants.

Dans ces zones d'alerte maximale, tous les établissements recevant du public seront également fermés, sauf s'ils ont mis en place un "protocole sanitaire strict". Le ministre de la santé a ainsi précisé que les théâtres et les cinémas ne sont pas concernés.

"La situation continue globalement de se dégrader."

Dès le début de son point presse, Olivier Véran avait indiqué que la situation dans certains territoires "exige que nous prenions des mesures supplémentaires"... "Nous ne le faisons pas de gaieté de cœur."

Le Ministre de la Santé a profité de ce point presse pour présenter le nouveau dispositif d'alerte,

complété par deux nouveaux niveaux d'alerte. Ainsi, les départements où le virus circule activement seront désormais classés en trois zones : zone d'alerte, zone d'alerte renforcée et zone d'alerte maximale, des zones au sein desquelles les restrictions pour faire face à l'épidémie de coronavirus pourront être durcies.

En Guadeloupe, le préfet annoncera dès ce jeudi les nouvelles mesures mises en oeuvre pour répondre à l'urgence de la situation.

MARTINIQUE :

Il fait très chaud en Martinique !

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/il-fait-tres-chaud-en-martinique-874044.html> Aurélie Treuil • Publié le 23 septembre 2020 à 15h48

Il fait très chaud en ce moment, les températures en ce mois de septembre 2020 sont même exceptionnelles selon Météo France Martinique. Déficit de pluie, terre qui craquelle, manque d'eau pour les agriculteurs, quelles sont les conséquences de ces fortes chaleurs sur l'environnement ?

Pas de vent, peu de pluie, un thermomètre qui s'affole, les températures sont exceptionnellement élevées pour un mois de septembre. Cela après un mois d'août qui avait été le plus chaud de ces 70 dernières années.

Ce temps de carême est causé par des ouragans qui se succèdent dans l'océan Atlantique. Ces deniers bloquent les alizées et absorbent l'humidité.

Après une saison de carême très sèche, ces fortes chaleurs laissent craindre une pénurie en eau. Une situation dramatique pour les agriculteurs. Les experts s'accordent à dire que le changement climatique est de plus en plus visible. Les températures ne devraient pas arrêter leur progression à la hausse.

BURUNDI :

Le Discours du BURUNDI à la 75ème session de l'Assemblée Générale ONU

<https://burundi-agnews.org/news/le-discours-du-burundi-a-la-75eme-session-de-lassemblee-generale-onu/>

PRESIDENCE, GLOBALISATION, ONU – GITEGA (NEW-YORK / ONU), Jeudi 24 septembre 2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste, Président du BURUNDI, a prononcé, par vidéo conférence (visioconférence), le discours du BURUNDI à l'occasion du débat générale de la 75ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (ONU). Diffusé en DIRECT via <http://webtv.un.org>

S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, a commencé, en préambule de son discours. En informant la communauté internationale que le Burundi ambitionnait de bâtir des relations d'amitiés et de coopération fondées sur le principe du respect mutuel et de l'égalité souveraine des Etats.

Faisant savoir que le BURUNDI est très avancé dans son processus de consolidation de la paix et de la démocratie. Le BURUNDI a organisé des élections justes, libres, démocratiques, transparentes, sans aide extérieure (4ème élections démocratiques consécutives depuis 2005. Sans interruption ! Signe d'une très grande stabilité institutionnelle et politique, dans la région des Grands Lacs Africains).

Concernant l'état sécuritaire, en disant : "il me plaît de vous informer que la situation au BURUNDI est stable, calme et entièrement maîtrisée sur toute l'étendue du territoire".

Ajoutant que du 1er août 2017 au 31 août 2020, plus de 92.000 réfugiés ont été rapatriés volontairement au BURUNDI en provenance de la TANZANIE, mais aussi du KENYA, du RWANDA, de la RDC et de l'OUGANDA.

Et , pour finir, rejetant la diplomatie des muscles et réaffirmant son engagement à participer dans la construction d'un monde pacifique, équitable et prospère, respectueux des principes de la Charte des Nations Unies.

Concernant les agressions de nature géopolitique que vit le BURUNDI ...

S.E. NDAYISHIMIYE Evariste, Président du BURUNDI, a expliqué que le BURUNDI se trouve arbitrairement sur l'agenda du CONSEIL DE SECURITE. Soit pour des raisons politiques et égoïstes, ce qui constitue "un facteur de déstabilisation de notre pays au lieu de favoriser la paix et la tranquillité."

Rappelant "les conquêtes pour asservir l'Afrique et les fortes résistances des Peuples d'Afrique pour se défendre contre l'invasion ou pour se libérer du joug colonial ont fauché des millions de vies humaines, en Afrique, et laissé des blessures et des plaies qui peinent à se cicatrizer."

Le Président burundais a condamné la tendance de certains Etats qui utilisent des moyens subtils et illégaux pour réguler la géopolitique dans les pays du Sud et oppressent d'autres pays en imposant des mesures coercitives unilatérales.

Rejetant fermement "l'agression politico diplomatique injustifiée contre le BURUNDI et son Peuple par des Gouvernements étrangers dont certains se sont illustrés dans la tentative de changement de régime en 2015 par des voies anticonstitutionnelles."

S.E. NDAYISHIMIYE a réitéré son appel légitime au retrait immédiat du BURUNDI de l'agenda du CONSEIL DE SECURITE, et d'utiliser ce temps précieux pour traiter du développement socio-économique et pour accompagner les efforts nationaux dans la mise en œuvre du PND et des ODD.

Il a terminé en saisissant cette occasion pour présenter, au nom du Peuple Burundais, ses condoléances les plus attristées et sa solidarité aux Nations qui ont perdu leurs citoyens suite à la pandémie de la COVID-19.

Voici le discours du BURUNDI :

1. Excellence Président de l'Assemblée Générale de l'ONU (S.E. Volkan Bozkir), Excellences Mesdames Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernements, Gloire soit rendue à Dieu qui nous a permis de nous retrouver virtuellement, malgré la grave crise sanitaire que traverse le monde, afin de débattre des sujets qui nous tiennent à cœur.

2. Je félicite chaleureusement S.E.M Volcan Bozkir pour son élection à la Présidence de cette 75ème session de l'AG dont le thème central remporte l'entière adhésion de notre pays. Vous pouvez compter sur la coopération du Burundi dans l'accomplissement de votre mission.

3. Je voudrais également rendre un hommage mérité à votre prédécesseur, Amb. Tijjani Muhammad-Bande pour le professionnalisme avec lequel il a présidé la 74ème session que nous venons de clôturer avec succès dans ce contexte particulièrement difficile.

4. Par la même occasion, qu'il me soit permis de présenter, au nom du Peuple Burundais, mes condoléances les plus attristées et ma solidarité aux Nations et aux familles qui ont perdu les leurs suite à la pandémie de la covid-19.

5. Cette pandémie qui frappe le monde entier a mis en exergue l'importance du multilatéralisme, de la solidarité et de la coopération internationales dans la gestion des crises et des paradoxes mondiaux.

6. Je voudrais saluer le Secrétaire général, M. Antonio Guterres pour son action courageuse en cours visant à réformer notre organisation commune afin d'accroître son efficacité et sa crédibilité. Le Burundi lui renouvelle son plein soutien et son entière coopération à cet égard

7. Monsieur le Président, sur le plan de la politique intérieure, le Burundi est très avancé dans son processus de consolidation de la paix et de la démocratie malgré les défis auxquels mon pays est confronté.

8. En effet, le Burundi a organisé avec succès des élections générales entre mai et août 2020. Toutes ces élections ont été justes, libres, démocratiques, transparentes, apaisées et entièrement financées par des moyens propres du contribuable Burundais.

9. Le financement complet du processus électoral par des ressources nationales témoigne de la volonté du peuple Burundais de s'approprier définitivement du système de gouvernance politique, administrative et économique de notre pays sans interférence extérieure.

10. Maintenant que toutes les bases d'une démocratie renforcée sont là, il ne reste qu'à s'atteler aux travaux de développement, cheville ouvrière de la lutte contre la pauvreté. Nous sommes conscients que ce combat est hautement exigeant. Ensemble, nous y parviendrons.

11. En ce qui concerne l'état sécuritaire, il me plaît de vous informer que la situation au Burundi est stable, calme et entièrement sous contrôle sur toute l'étendue du territoire.

12. Pour ce qui est de la situation humanitaire, nous nous réjouissons du retour massif et volontaire des réfugiés Burundais, ce qui témoigne d'un retour de la paix, la tranquillité, la confiance et la stabilité dans le pays.

13. Au niveau diplomatique, nous ambitionnons de bâtir des relations d'amitiés et de coopération fondées sur le principe du respect mutuel et de l'égalité souveraine des Etats.

14. La tendance de certains Etats, qui utilisent des moyens subtils et illégaux pour réguler la géopolitique dans les pays du Sud et se substituer à la communauté internationale pour opprimer d'autres pays en leur imposant des mesures coercitives unilatérales, doit cesser.

15. Le Burundi est partisan d'un multilatéralisme où tous les pays, quelque soit leur taille et niveau de développement, ont un rôle à jouer pour faire face aux multiples défis communs à l'humanité.

16. C'est à ce titre que le Burundi reste ouvert aux pays et aux organisations internationales qui souhaitent davantage tisser des relations de coopération mutuellement avantageuses et respectueuses.

17. Ainsi donc, nous rejetons fermement l'agression politico diplomatique injustifiée contre le Burundi et son Peuple par des Gouvernements Etrangers, dont certains se sont illustrés dans la tentative de changement de régime en 2015 par des voies anticonstitutionnelles.

18. La diplomatie des muscles doit céder la place à la coopération mutuellement bénéfique et respectueuse.

19. Le Burundi se trouve arbitrairement sur l'agenda du Conseil de Sécurité pour des raisons politiques/des intérêts égoïstes de certaines puissances, qui méprisent le bien-être du peuple Burundais, qui ne constitue aucunement une menace à la paix et la sécurité internationales.

20. Cela constitue, au contraire, un facteur de déstabilisation de notre pays au lieu de favoriser la paix et la tranquillité. Nous réitérons donc notre appel légitime au retrait immédiat du Burundi de l'agenda du Conseil de Sécurité.

21. Ce temps précieux devrait servir à traiter du développement socio-économique du Burundi et de l'accompagnement des efforts nationaux dans la mise en œuvre du plan national de développement 2018-2027 et des objectifs de développement durable de l'agenda 2030.

22. Dans le domaine de la bonne gouvernance, le Gouvernement applique la politique de tolérance zéro contre la corruption, l'injustice sociale, le détournement et la dilapidation des biens de l'Etat, ainsi que la gestion optimale du personnel au service de l'Etat.

23. Le Burundi, à l'instar d'autres pays, a pris toutes les dispositions de produire régulièrement un rapport de suivi de la mise en œuvre des ODD et du PND. Il nous faut impérativement plus d'engagement, plus d'ambition, plus d'action et par-dessus tout plus de moyens.

24. Monsieur le Président, s'agissant des enjeux globaux, la présente session constitue une excellente occasion pour les Etats membres de nourrir la réflexion sur la manière dont notre Organisation commune doit faire face à des défis majeurs: terrorisme, changement climatique, ..

25. La crise climatique menace des décennies de progrès, compromet les projets entrepris pour un développement inclusif et durable. Avec le projet de reforestation Ewe Burundi Urambaye, le Burundi participe à la régénération de la nature et la préservation de l'environnement.

26. Sur la lutte contre le terrorisme, tout en condamnant énergiquement le terrorisme sous toutes ses formes, Mon pays le Burundi estime que le terrorisme ne saurait ni ne devrait être associé à une religion, une nationalité, une civilisation ou une origine ethnique donnée.

27. Conscient de l'ampleur du terrorisme aujourd'hui, mon pays le Burundi poursuivra sa contribution substantielle à la lutte contre le terrorisme en Somalie où mon pays a déployé plus de cinq mille hommes & aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies comme en RCA, ..

28. Au sujet du processus de l'intégration régionale, nous saluons l'initiative de la création de la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), une initiative louable qui permettra une libre circulation des biens et des personnes sur le Continent.

29. Au sujet de la réforme du Conseil de Sécurité, Mon pays le Burundi reste très attaché à la position africaine qui vise à corriger l'injustice notoire contre l'Afrique, seul continent qui n'est pas représenté au Conseil de sécurité dans la catégorie des membres permanents.

30. La pandémie a fait apparaître les fragilités du monde actuel et mis en lumière ces déficits béants. Le Burundi réaffirme son engagement à prendre toute sa part dans la construction d'un ordre mondial basé sur la règle de droit, respectueux des principes de la Charte de l'ONU.

Cette année 2020, une 1ère fois pour les Nations unies, suite à la pandémie de la Covid-19, l'Assemblée générale des Nations unies s'est déroulé par vidéoconférence. Soit, sans le déplacement des chefs d'État et de gouvernement des États membres. Ce jeudi 24 septembre 2020, il s'agissait du 3ème jour du Débat Général. Les chefs d'Etat francophones qui devaient prendre la parole ce jour là à l'Assemblée générale de l'ONU en dehors du BURUNDI étaient : Niger, Côte d'Ivoire ; Monaco ; Burkina Faso, République du Congo, Guinée, Gabon, Haïti, Comores, République centrafricaine (RCA), et Djibouti .

[<https://youtu.be/Ka5GQhdWkmA>]

[https://youtu.be/mWpuaJG_-sQ]

[<https://youtu.be/nZ80OtZ0jmU>]

[<https://youtu.be/LmXsywGr7s8>]

[<https://youtu.be/iOSFuQ3ZfbA>]

[https://youtu.be/U4X86D_L1C8]

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Vendredi 25 septembre 2020 | Photo : NTARE RUTSHATSI HOUSE , Amb. NYAMITWE Willy (Conseiller Senior du Président du BURUNDI, S.E. NDAYISHIMIYE Evariste)

GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : 1.084 corps de victimes exhumées à MAKAMBA

<https://burundi-agnews.org/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-de-1972-1-084-corps-de-victimes-exhumees-a-makamba/>

JUSTICE, HISTOIRE, GENOCIDE – MAKAMBA , Vendredi 25 septembre 2020 – M. NDAYICARIYE Pierre-Claver, Président de la Commission Vérité Réconciliation (CVR) du Burundi, personnalité Honorable très estimée dans le pays, a informé, sur son compte TWITTER, que le bilan des nouvelles exhumations, en 4 semaines de travail, à MAKAMBA, était de 1.084 victimes. Soit 433 personnes assassinées, dans une première phase (Phase I) et 651 en seconde phase (Phase II).

Le samedi 29 avril 1972, le régime HIMA burundais [<http://burundi-agnews.org/hima>] assassina le MWAMI (ROI) NTARE NDIZEYE CHARLES. Puis il déclencha , avec le soutien des USA, du VATICAN, de la FRANCE et de la BELGIQUE : la fameuse phase 2 , planifiée depuis 1959, du GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI. Soit plus de 500.000 morts BAHUTU BARUNDI et 1,5 MILLIONS de réfugiés BARUNDI sur une population de 3 MILLIONS DE BARUNDI à cette époque.

Cette région SUD DU BURUNDI, dont MAKAMBA, était le cœur très riche de l' économie burundaise. Elle sera le point de départ du GENOCIDE CONTRE LES BAHUTU BARUNDI, commis par le REGIME MICOMBERO et ses partenaires NEOCOLONS. L'idée était de mettre fin au système socio-économique de l'ancien ROYAUME MILLENAIRE DU BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI-

La corporation des BAHUTU BARUNDI ou corporation des métiers des BARUNDI [<http://burundi-agnews.org/hutu>] est la cheville ouvrière de toute la Politique Économique Burundaise. Elle produit la richesse du pays.

Le Burundi a connu entre 1965-66 à 2005, une des plus sanguinaires dictature militaire qu' a connu l'Afrique au 20ème siècle.

La DICTATURE MILITAIRE DES BAHIMA BURUNDAIS (MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA), instaurée par les USA, le VATICAN, la FRANCE, et la BELGIQUE, a fait plus de 4,5 Millions de victimes Burundi. Soit sur une population de plus de 9 Millions de citoyens Burundi aujourd'hui. Au Burundi, on parle d'un CRIME NEOCOLONIAL : Le GENOCIDE REGICIDE COMMIS PAR LE REGIME DES BAHIMA BURUNDAIS [<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> | <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> | http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm].

Depuis 1972 à nos jours, l'ECONOMIE DU BURUNDI peine à se relever à cause de ce CRIME CONTRE L'HUMANITE de type NEOCOLONIAL. Le BURUNDI est classé parmi les pays le plus pauvre du monde. Le BURUNDI réclame à la BELGIQUE COLONIALE quelques 43 Milliards USD pour le préjudice causé.

Le GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES BAHUTU est à l'origine jusqu'à nos jours de la fragilité du SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE du BURUNDI.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Vendredi 25 septembre 2020 | Photo : CVR

GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : 661 corps de victimes trouvés à RUMONGE

<https://burundi-agnews.org/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-de-1972-661-corps-de-victimes-trouves-a-rumonge/>

JUSTICE, HISTOIRE, GENOCIDE – RUMONGE , Vendredi 25 Septembre 2020 – La Commission Vérité Réconciliation (CVR) du Burundi a exhumé 661 corps de victimes BURUNDI du GENOCIDE REGICIDE DE 1972. Depuis 4 semaines, grâce à la collaboration de citoyens locaux, la CVR tente de découvrir les fosses communes où des milliers de BURUNDI ont été jetés dans cette localité.

A MINAGO, de l'aveu de la CVR, les corps des victimes étaient tous quasiment décomposés. Des tranchés ont été trouvés à l'Hôpital de RUMONGE. De nombreux corps de victimes y ont été trouvés.

Cette région SUD DU BURUNDI, dont RUMONGE, était le cœur très riche de l' économie burundaise. Elle sera le point de départ du GENOCIDE CONTRE LES BAHUTU BURUNDI, commis par le REGIME MICOMBERO et ses partenaires NEOCOLONS. L'idée était de mettre fin au système socio-économique de l'ancien ROYAUME MILLENAIRE DU BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI-.

La corporation des BAHUTU BURUNDI ou corporation des métiers des BURUNDI [<http://burundi-agnews.org/hutu>] est la cheville ouvrière de toute la Politique Économique Burundaise. Elle produit la richesse du pays.

Le Burundi a connu entre 1965-66 à 2005, une des plus sanguinaires dictature militaire qu' a connu l'Afrique au 20ème siècle.

La DICTATURE MILITAIRE DES BAHIMA BURUNDAIS (MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA), instaurée par les USA, le VATICAN, la FRANCE, et la BELGIQUE, a fait plus de 4,5 Millions de victimes Burundi. Soit sur une population de plus de 9 Millions de citoyens

Barundi aujourd'hui. Au Burundi, on parle d'un CRIME NEOCOLONIAL : Le GENOCIDE REGICIDE COMMIS PAR LE REGIME DES BAHIMA BURUNDAIS [<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> | <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> | http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm].

Depuis 1972 à nos jours, l'ECONOMIE DU BURUNDI peine à se relever à cause de ce CRIME CONTRE L'HUMANITE de type NEOCOLONIAL. Le BURUNDI est classé parmi les pays le plus pauvre du monde. Le BURUNDI réclame à la BELGIQUE COLONIALE quelques 43 Milliards USD pour le préjudice causé.

Le GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES BAHUTU est à l'origine jusqu'à nos jours de la fragilité du SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE du BURUNDI.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Vendredi 25 septembre 2020 | Photo : CVR BURUNDI

BURUNDI : Les enfants des cantines scolaires mangent locale / KIRUNDO

<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-les-enfants-des-cantines-scolaires-mangent-locale-kirundo/> Posted on : September 24, 2020 Bybdiagnews

GLOBALISATION, SOCIO-ECONOMIQUE – KIRUNDO (Commune BUSONI), Mardi 22 septembre 2020 – M. BANYANKIMBONA Gaspard, Ministre burundais de l'Education Nationale, était à l' Ecole Fondamentale (ECOFO) de RUGARAMA. A l'occasion de la Journée Africaine dédiée à l'alimentation.

Comme invitée prestigieuse, était présente S.E. Mme NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du BURUNDI. Accompagnée de la représentante du Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Mme Virginia VILLAR ARRIBAS.

Au BURUNDI, l'ETAT et le PAM ont mis en place une coopération focalisée sur l'appui des coopératives locales. Fournissant l'alimentation directement aux cantines scolaires. A BUSONI, par exemple, la collaboration est faite , entre autres, avec la coopérative TERIMBERE MURIMYI.

M. BANYANKIMBONA : Les cantines scolaires doivent être approvisionnées en grande quantité sur le marché local.

Les enfants BURUNDI mangent de la nourriture locale. Bonne pour leur santé et pour l'économie locale.

Ainsi l'ETAT et le PAM, ensemble, ont décidé d'en finir avec L'IMAGE COLONIALE DESASTREUX du MENDIANT AFRICAIN DEMANDANT DE L'AIDE AUX MUNDELE

BURUNDI : Procès NDADAYE – Perpétuité pour 5 officiers ex-FAB

<https://burundi-agnews.org/1993/burundi-proces-ndadaye-perpetuite-pour-5-officiers-ex-fab/>

HISTOIRE, JUSTICE – GITEGA, Vendredi 18 septembre 2020 – La Cour Suprême organisait sa 3ème audience de la semaine concernant le procès de l’assassinat du Héros national, le président FEU NDADAYE Melchior.

5 officiers des anciennes Forces Armées du Burundi (FAB) étaient à la barre. Soit NDAYISABA Célestin (Général de Brigade), GUNUNGU Gabriel (Colonel), NIYONKURU Laurent (Colonel), NAHIGOMBEYE Anicet (Colonel), et MUSHWABURE Ildephonse (Commissaire de police). Accusés d’attentat contre le chef de l’Etat, attentat contre l’autorité de l’Etat, attentat tendant à porter le massacre, dévastation et pillage.

Les témoins entendus du Ministère Public étaient:

NZIKORURIHO Didace (Colonel), ancien conseiller principal chargé des questions de défense et de sécurité au cabinet de Feu le président NDADAYE ;

MUKORAKO Georges (Colonel), Président de la Commission en charge d’enquêter sur le Coup d’État raté dans la nuit du 2 au 3 juillet 1993, avant la prise de fonctions par Feu NDADAYE Melchior, alors Président élu ;

NIBIZI Isaïe (Colonel), ancien commandant de la garde présidentielle sous le régime de FEU NDADAYE ;

NINDABIRO Analet (Militaire, homme de troupe) ;

et NGENDAMBIZI Vincent (ancien chef de la documentation extérieure) .

Ainsi après leurs témoignages accablants, le Ministère Public a requis la condamnation à la perpétuité pour les 5 officiers. La partie civile a demandé un dédommagement moral et matériel de plus de 102 Milliards BIF (52 894 140 USD). Les accusés ont exigé leurs libérations. Insistant qu’ils étaient « innocents et n’ont pas de sang sur les mains ».

L’affaire a été mise en délibéré. La décision de la Cour est attendue endéans les 30 jours.

Le Jeudi 21 octobre 1993, le président FEU NDADAYE Melchior, Héros national, était assassiné par des militaires FAB, commandés par le Major BUYOYA Pierre, ancien Dictateur HIMA du BURUNDI. Cet assassinat déclencha une décennie de GUERRE CIVILE au BURUNDI.

D’autres coaccusés n’ont toutefois pas comparu à ce procès. Car ils sont en cavale à l’étranger. Notamment, l’ancien Président du BURUNDI, le Dictateur HIMA burundais , le Major BUYOYA Pierre ; M. KADEGE Alphonse ; M. NDUWAYO Antoine ; M. BUSOKOZA Bernard ; et d’ autres anciens apparatchiks ...

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 21 septembre 2020

TANZANIE :

Tanzanie : l'usine de traitement de la mine d'or New Luika sera agrandie d'ici janvier 2021<https://www.agenceecofin.com/or/2309-80493-tanzanie-l-usine-de-traitement-de-la-mine-d-or-new-luika-sera-agrandie-d-ici-janvier-2021>23 septembre 2020 11:45

(Agence Ecofin) - La compagnie Shanta Gold veut accroître de 14 % la capacité de l'usine de traitement à sa mine d'or New Luika en Tanzanie. Elle investira 1,2 million \$ dans les travaux prévus pour s'achever en janvier 2021. Cela augmentera la production annuelle de la mine qui était de 84 506 onces en 2019.

En Tanzanie, la compagnie minière Shanta Gold a annoncé mardi le lancement d'un projet destiné à augmenter de 14 % la capacité de l'usine de traitement à sa mine d'or New Luika. Les activités prévues pour s'achever en janvier 2021 ont déjà démarré avec la conception technique détaillée, les travaux de génie civil et l'intégration d'une usine pilote pouvant traiter 10 tonnes par heure.

À la fin des travaux, la capacité nominale passera de 620 000 à 708 000 tonnes de minerai, augmentant par la même occasion la production d'or de New Luika. En effet, l'usine rénovée aura un broyeur plus puissant et une capacité de lixiviation supplémentaire afin de soutenir un débit plus élevé.

Les améliorations réalisées permettront également de réduire les teneurs de coupure, favorisant la conversion d'une plus grande proportion de ressources minérales en réserves exploitables. Notons que l'investissement nécessaire est estimé à 1,2 million \$ et les fonds seront prélevés sur les flux de trésorerie.

Entrée en production commerciale en 2012, New Luika est l'actif principal de Shanta Gold avec une production de 84 506 onces d'or l'année dernière. La compagnie possède également dans le pays le projet aurifère Singida et a récemment bouclé au Kenya l'acquisition d'un projet prometteur de Barrick.

RWANDA :

Rwanda – Général Jeva (FLN) : « La lutte armée n'est pas la seule alternative »<https://www.jambonews.net/actualites/20200917-rwanda-general-jeva-fln-la-lutte-armee-nest-pas-la-seule-alternative/Jambonews>, septembre 17, 2020

Les Forces de Libération National (FLN) est un mouvement armé dit de libération appartenant au Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD), un parti politique d'opposition rwandaise. Le FLN a vu le jour le 10 juin 2016, peu après de la scission entre les FDLR et le CNRD. À la suite de ce schisme, des affrontements violents ont éclaté entre les deux organisations « sœurs », qui avaient des divergences de vision. Le CNRD-FLN, composé majoritairement de jeunes, voit le jour avec notamment la volonté de renégocier les conditions d'un retour pacifique des réfugiés rwandais.

C'est ainsi qu'en décembre 2016, le CNRD est co-fondateur du Mouvement Rwandais pour le Changement Démocratique (MRCD-Ubumwe), une plateforme politique devant réunir plusieurs partis d'opposition. À la suite des élections présidentielles de 2017, remportées sans commune mesure par Paul Kagame, ainsi que de la modification constitutionnelle lui permettant de régner sur le Rwanda jusqu'en 2034, un tournant est effectué dans l'opposition politique rwandaise. Dès juillet 2018, le CNRD met sa branche armée sous la coupole de la plateforme politique du MRCD. La coalition annonce par voie de communiqué que « Le FLN usera de tous les moyens possibles, y compris la lutte armée, pour chasser le FPR du pouvoir, puisqu'il a refusé toutes les voies

pacifiques. » Le 15 juillet 2018, Callixte Sankara, devenue porte-Parole des FLN, revendique des attaques contre des cibles militaires dans les districts de Cyangugu, Nyamagabe, Nyaruguru, Bugesera et Huye.

Durant les 2 ans qui suivront, plusieurs opérations seront menées contre des cibles militaires ou étatiques dans le sud du pays. Les FLN mèneraient ces attaques en partant de la forêt de Nyungwe où ils se situeraient depuis 2 ans.

Le 10 juin 2020, dans un communiqué signé par les présidents des 3 autres membres de la coalition, à savoir Paul Rusesabagina (PDR-Ihumure), Faustin Twagiramungu (RDI-Rwanda Nziza) et Kassim Butoyi (RRM), la plateforme MRCD a annoncé exclure le CNRD de la coalition. De Facto, le FLN a donc également été écarté et il est donc retourné sous la coupole de son parti politique d'origine, le CNRD.

Depuis la fin de la « guerre des infiltrés » (intambara y'abacengenzi) en 1998, il n'y avait quasiment plus eu d'attaque de rebelles armés sur le sol rwandais. Pourtant depuis 2017, il y a une importante recrudescence d'actions menées sur le territoire rwandais contre le pouvoir afin de contraindre le régime du FPR-Inkotanyi.

Afin de comprendre et de saisir les tenants et aboutissants de ce phénomène, Jambonews a souhaité rencontrer les acteurs de cette nouvelle vague. C'est ainsi que nous avons eu un entretien il y a quelques semaines avec la nouvelle présidente du CNRD, madame Francine Umubyeyi. Cette fois, nous avons pu nous entretenir avec le général de brigade Antoine Hakizimana, dit « Jeva ». C'est un commandant de secteur opérationnel au sein des Forces de Libération Nationale et c'est aussi le Coordinateur des Opérations du FLN.

Lors de la conversation téléphonique que nous avons eu pour réaliser cette interview, le Général Jeva nous a dit se situer à Nyamagabe (dans le sud du Rwanda).

Jambonews : Pouvez – vous brièvement vous présenter ?

Gen. Antoine Hakizimana « Jeva » : Bonjour, Messieurs les journalistes de Jambonews! Avant de me présenter, je voudrais d'abord vous remercier de m'avoir accordé cette occasion propice pour cette interview avec votre journal Jambonews que je respecte beaucoup pour le rôle de ses publications dans la recherche et la communication de la vérité.

En ce qui me concerne personnellement, comme vous venez de me le demander, je réponds au nom de Général de Brigade JEVA ANTOINE HAKIZIMANA. Je suis âgé de 47 ans. Je suis originaire de l'ancienne Préfecture de Cyangugu, Commune Kirambo; actuellement c'est dans la Province de l'Ouest, District de Nyamasheke. Je suis marié à Madame JEANNETTE MUKAMUHIRE TUMUSIFU, avec qui nous avons eu deux enfants, une fille, JOY GLOIRE UWERA

SOLANGE âgée de 14 ans et un garçon, EDI DIEU MERCI NIYONZIZA BIENVENUE âgé de 11ans. Ils ont tous été kidnappés par le régime terroriste du FPR depuis l'année passée, lors de l'opération ignoble de rapatriement forcé des réfugiés rwandais de KALEHE en novembre et décembre 2019.

Je suis le Commandant de l'un des Secteurs opérationnels au sein des Forces de Libération Nationale, en même temps le Coordinateur des Opérations dans les FLN .

Je voudrais également profiter de cette occasion pour adresser mes chaleureuses salutations et mes sincères remerciements aux amis et connaissances et à tous ceux qui nous suivent maintenant, surtout les Intwarane, membres du CNRD-FLN et à tous les autres bienfaiteurs qui soutiennent d'une manière ou d'une autre notre noble tâche de libérer notre chère patrie, le Rwanda.

Que faisiez-vous avant 1994 au Rwanda ?

Merci Mr le journaliste pour cette question. J'ai terminé mes études secondaires en juin 1993 à l' École des Sciences de Byimana, option Math-Physique. En août 1993, notre Eglise EMLR m'a affecté à l'Institut John Wesley de Kibogora (IJW) en tant que animateur, en attendant une bourse d'études supérieures à l'étranger, bourse qui sera torpillée par le chaos qui a suivi le crash de l'avion du Président Juvenal Habyarimana. Ce n'est que plus tard en 1999 que j'aurai une autre chance de faire les études supérieures à l'Université de Lubumbashi (UNILU), dans la faculté

de Médecine humaine, études interrompues en première année de Doctorat suite à la chasse aux

alliés rwandais décidée par le Gouvernement congolais en septembre 2002 qui a été couronnée par les tristes événements de Kamina du 01 novembre 2002.

Pourquoi avez-vous fui vers la RDC ?

Encore une fois merci pour cette question très importante.

Pour y aller tout droit, j'ai fui vers la RDC en 1994 avec d'autres civils parce que le FPR et son armée APR arrivaient partout en tuant les gens très sauvagement et sans distinction, ce qui faisait peur à tout le monde. Et vous savez vous-mêmes qu'à cette époque, bien sûr à cause des tueries du FPR, beaucoup de gens ont pris fuite vers les pays limitrophes. C'est dans ce contexte que je me suis retrouvé en exil en RDC, le Zaïre de l'époque.

« Les armes pour nous défendre et pour protéger dans la mesure du possible les réfugiés innocents que le FPR était en train d'égorger comme du gibier »

Une fois arrivé en RDC, pourquoi avez-vous décidé de prendre les armes contre l'État rwandais nouvellement en place ? Quel était le sens de votre combat ?

Merci, Mr le journaliste pour cette bonne question. Je voudrais vous dire que je n'ai pas pris les armes directement après mon exil en 1994. Les crimes que le FPR a commis au Rwanda depuis 1990 me faisaient déjà penser à prendre les armes contre ce mouvement terroriste. Mais ce sont ceux qu'il a commis contre la population réfugiée en exil à l'Est de la RDC lors de la destruction des Camps devant les yeux de tout le monde sous le silence de la communauté internationale, qui nous ont décidé, moi et beaucoup d'autres jeunes réfugiés, à prendre les armes pour nous défendre et pour protéger dans la mesure du possible les réfugiés innocents que le FPR était en train d'égorger comme du gibier. La plupart de ces crimes sont bien mentionnés dans le Mapping Report confectionné après des enquêtes menées sur terrain par des Experts de l'ONU. Ça dépassait vraiment l'entendement, tout patriote et tout autre personne douée de bon sens et d'humanité ne pouvait pas rester les mains croisées. Franchement, c'est à partir de ce jour où les réfugiés étaient en train d'être sauvagement massacrés par l'armée de Paul Kagame, que j'ai bien saisi la signification profonde et la valeur d'un pays natal. Dès lors, le sentiment révolutionnaire et le sens patriotique m'ont fait comprendre que défendre les opprimés est l'affaire de tout le monde. Les réfugiés étaient en état de nécessité, j'ai donc pris les armes.

En ce qui concerne le sens de notre combat : compte tenue de ce qui s'est passé et de ce qui se passe actuellement au Rwanda où la situation est devenue pire qu'avant, à cause du régime sanguinaire du FPRINKOTANYI, nous luttons pour libérer notre patrie, le Rwanda en l'arrachant des griffes du FPRINKOTANYI qui s'est avéré incapable de gouverner pacifiquement le pays. Nous voulons que la démocratie dans sa véritable forme s'instaure dans notre pays, pour que l'injustice prenne fin et que le Rwanda soit un État de droit respectueux des valeurs humaines. Je voudrais vous assurer et assurer tout le monde surtout les Rwandais opprimés que nous sommes déterminés à atteindre ce noble objectif quel que soit le prix que cela va nous coûter. C'est ça le sens de notre combat.

Pourquoi avez-vous rejoint le CNRD après la scission d'avec les FDLR ?

Permettez-moi d'abord que j'apporte un certain éclaircissement. Je n'ai pas rejoint le CNRD-Ubwiyunge, mais je suis parmi ses membres fondateurs, voire même parmi ses concepteurs. Nous avons dû fonder le CNRD-UBWIYUNGE parce que l'allure des FDLR dans la lutte de libération du Rwanda n'était plus convenable aux objectifs fixés et devenait de plus en plus dérapante et très languissante, voire stagnante. Malgré les conseils prodigués à maintes reprises, les autorités des FDLR n'ont pas montré la bonne foi de rectifier le tir afin de revenir sur les rails. La dernière solution possible qui restait, c'était alors de faire une révolution au sein du mouvement pour entreprendre la libération de notre chère patrie avec un nouvel élan. C'est ce que nous avons réalisé par la « Révolution Pacifique » du 30 mai 2016 suivi par la fondation du CNRD-UBWIYUNGE le 31 mai 2016 et la création des FLN le 10 juin 2016.

« Les forces négatives sont celles qui se coalisent pour attaquer à balles réelles une population civile réfugiée »

Le 13 décembre 2019 dans un discours sur l'état de la nation, le Président Félix Tshisekedi a annoncé que « les FARDC avaient détruit, à plus 95%, les bases des forces négatives du CNRD

avec un bilan de plus de 1712 capturés parmi lesquels 245 combattants et 10 leaders politiques ». Cette annonce était consécutive à une opération d'envergure menée par les FARDC contre le CNRD à Kalehe au mois de décembre 2019. Est-ce que le CNRD existe encore ?

Permettez-moi, Mr le journaliste, de donner encore une fois des rectifications: le CNRD et les FLN ne sont pas des forces négatives. Ce sont plutôt des forces démocratiques luttant pour un changement positif dans le pays et dans la région. J'estime qu'il y a des forces négatives, ce sont celles-là qui se coalisent pour attaquer à balles réelles une population civile réfugiée vivant en symbiose avec la population autochtone qui l'a accueillie malgré l'insouciance de la communauté internationale.

Pour revenir à votre question, ce que le Président Tshisekedi a dit n'est qu'un langage purement politique. Dire qu'il a détruit les bases du CNRD à 95% est une exagération, parce que parmi les 250.000 réfugiés recensés en RDC par HCR et CNR, il y avait beaucoup de membres du CNRD. Mais comme il a parlé des capturés, il devrait aussi préciser combien de civils, de femmes, de vieillards et d'enfants que ses forces armées et leurs alliés RDF ont tué durant cette honteuse opération. C'est vraiment dommage d'observer deux gouvernements sensés connaître le droit international sur les réfugiés et les droits de l'homme et deux armées de deux États indépendants membres de l'Organisation des Nations Unies, armées sensées connaître le droit international humanitaire ou droit de la guerre, coalisés et en train de détruire par des fusils et des bombes un camp de réfugiés inoffensifs tout près d'un camp des forces onusiennes. Cela arriva pourtant une nième fois en novembre-décembre 2019 en RDC, plus précisément en territoire de KALEHE, à KITINDIRO tout près d'une base militaire de la MONUSCO chargée de maintien de la paix dans la zone. Et un Président comme Félix Antoine Tshisekedi n'a pas honte de s'en vanter! Alors qu'il devrait plutôt être poursuivi pour un tel crime contre l'humanité.

Revenons aux chiffres de 95%. Franchement, Mr le journaliste, malgré les opérations contre les réfugiés menées par la coalition FARDC-RDF, le CNRD-UBWIYUNGE existe encore et se porte très bien. Nous avons des membres dans tous les coins du globe, sur tous les continents. Même en RDC, surtout dans les deux Kivu, le CNRD-UBWIYUNGE est encore actif. Vous conviendrez avec moi que ces 1712 réfugiés ne correspondent pas à 95% de tous les membres du CNRD parmi les 250 000 réfugiés recensés en RDC. Je précise que la partie du CNRD attaquée est uniquement celle qui se trouvait dans le territoire de KALEHE qui, même dans sa totalité ne correspondrait pas à 95% de tous les membres du CNRD-UBWIYUNGE. Quant à cette partie de KALEHE, elle a bien entendu subi un choc, mais les réfugiés après avoir rejoint leur frères dans les territoires de FIZI et MWENGA et les agents de sécurité rejoint leur camarades au Rwanda dans la forêt de Nyungwe, ils sont devenus des combattants. Ces combattants ont rejoint le territoire de KALEHE et dans le Parc de Kazi-Biga. Nous sommes sûrs que tout cela n'est pas un hasard, mais juste parce qu'après la guerre, il y a juste eu le Conseil de guerre. Enfin, je précise à présent que le CNRD-UBWIYUNGE est déjà réorganisé et bien.

D'après les communiqués du MRCD, les opérations menées contre le CNRD à Kalehe étaient menées par l'armée rwandaise. Sur quoi vous appuyez-vous concrètement pour affirmer cela ? Oui, Mr le journaliste, c'est la réalité dans ces opérations contre le CNRD, il y avait les militaires des Rwandan Defense Forces. Je vous en donne la précision moi qui avait laissé les agents de sécurité sur terrain pour protéger les réfugiés abandonnés par la communauté internationale depuis la destruction des camps à l'Est de la RDC en 1996. Nous confirmons cela parce que nous les avons vus et entendus partout où ils passaient en parlant le Kinyarwanda. Deuxièmement nous disposons des informations fournies par nos agents de renseignement dans le camp adverse, celles fournies par des blessés capturés, par la population autochtone qui les voyaient traverser leurs villages. À part cela, et tout le monde peut en témoigner, sous la facilitation et la collaboration de Gen Bde Gahizi Innocent des FARDC, outil de Kigali et qui aussi été reconnu dans les tueries des réfugiés Rwandais à Buguri – Kashebere en janvier 2019, ils avaient érigé à Kibabi, entre septembre et octobre 2019, des positions visibles sur les montagnes. Donc, Mr le Journaliste, ce ne sont pas des spéculations, mais des informations sûres et bien vérifiées.

« Est-ce que le gouvernement d'un pays où la population de toutes les catégories et de toutes les ethnies prend fuite chaque jour suite aux persécutions par les différents services étatiques n'est pas un gouvernement terroriste? »

Le gouvernement rwandais vous accuse d'être une organisation terroriste, que répondez-vous à ces accusations ?

Encore une fois merci, Mr le journaliste, pour cette question très intéressante. Pour y répondre, posons-nous cette question :

Lorsque le FPR se battait sur le champ de bataille en 1990, est-ce qu'on l'appelait une organisation terroriste ? Je pense que non. Et vous êtes sans ignorer des crimes très graves de guerre et contre humanité commis à cette époque dont il est responsable. Comment alors que le CNRD-UBWIYUNGE qui n'est pas sur la liste des terroristes établie par l'ONU et qui n'est accusé d'aucun crime comparable à ceux commis par le FPR peut-il être qualifié de terroriste? Ce que vous devez connaître c'est que dans sa propagande médiatique, notre adversaire a toujours cherché à nous coller à tort tous les mauvais qualificatifs possibles, mais la communauté internationale, supposée neutre, est là pour juger chacun sur ses faits et gestes.

Les propos de Kigali ne sont donc qu'un alibi fabriqué dans l'intention de ternir l'image du CNRD-UBWIYUNGE. Mais à l'heure où nous sommes, la communauté rwandaise et la communauté internationale ont découvert les manœuvres mensongères du régime du FPR-INKOTANYI.

En principe, avant d'accuser les autres, il faudrait d'abord se contrôler pour voir si vous-mêmes vous êtes saints. Est-ce que le gouvernement d'un pays où la population de toutes les catégories et de toutes les ethnies prend fuite chaque jour suite aux persécutions par les différents services étatiques n'est pas un gouvernement terroriste? Vous savez très bien que ses agents secrets tuent, arrêtent arbitrairement ou enlèvent les gens sans merci, tant dans le pays qu'à l'étranger. Les plus visés étant les opposants politiques et leurs anciens collaborateurs qui ont préféré l'exil en lieu et place de continuer de maltraiter leurs compatriotes innocents. De pareils cas sont de notoriété même sur le sol étranger comme en RSA, en Ouganda, en RDC, au Kenya, pour ne citer que ceux-là.

Alors, comment appelleriez-vous cela si ce ne sont pas des actes terroristes ? Je crois que j'ai bien répondu à votre question.

« Croyez-vous que les Tutsi qui fuient le régime du FPR pourraient rejoindre les rangs des FLN s'ils y voyaient en nous une menace »

Le pouvoir de Kigali, vous accuse également d'être « les descendants de forces génocidaires » et que « vous souhaitez poursuivre le génocide perpétré contre les Tutsi ». Que dites-vous de cela ? Vous savez, Mr le journaliste, la politique de Kigali est fondée sur le mensonge systématique et Kigali cherche toujours à manipuler l'opinion internationale. Il est bien connu que la responsabilité pénale est individuelle. Mais au Rwanda ce n'est pas le cas. Kigali essaie toujours de coller ces accusations aux innocents jusqu'aux enfants mêmes nés plus tard après le génocide rwandais de 1994 comme dans la fable du Loup et de l'Agneau, juste pour faire souffrir la famille de celui qu'on veut écarter injustement de la politique. C'est ce qu'ils appellent cyniquement « déraciner le génocide ». Donc pour eux, la responsabilité pénale est collective. Ce qui prouve qu'aujourd'hui le Rwanda est loin d'être un État de droit. Même en supposant que certains de nos ascendants aient réellement commis de telles infractions, Sauf le sentiment de vouloir faire mal aux autres, le Président Kagame lui-même sait très bien qu'un enfant peut agir différemment de ses parents. C'est peut-être pourquoi Kagame lui-même ne considère pas Bernard Makuza comme son père Anastase Makuza .

Considérant alors l'accusation comme quoi « nous souhaitons poursuivre le génocide perpétré contre les Tutsi » : croyez-vous que les Tutsi qui fuient le régime du FPR pourraient rejoindre les rangs des FLN s'ils y voyaient une telle menace ? Impossible ! J'en profite pour informer le régime de Kigali, la communauté nationale et internationale, que les FLN sont composées des membres issus de toutes les ethnies du Rwanda et que tous les membres du CNRD-UBWIYUNGE et des FLN cohabitent et travaillent ensemble comme des frères. Pour me résumer, les propos du régime du FPR à ce sujet sont démodés.

« La lutte armée n'est pas la seule alternative pour résoudre les problèmes politiques rwandais »

La lutte armée est-elle la seule alternative pour atteindre l'objectif que se fixe le CNRD ?
Je suis d'avis Mr le journaliste, que la lutte armée n'est pas la seule alternative pour résoudre les problèmes politiques rwandais. Mais comme le Président Kagame refuse catégoriquement le dialogue inclusif avec son opposition tant armée que politique, la lutte armée s'avère nécessaire et opportune en vue de le ramener à la raison. C'est la seule voie qui reste pour lui, accepter la voie pacifique du dialogue.

Depuis 2018, les FLN, à l'époque branche armée du MRC (la plateforme politique à laquelle le CNRD appartient), ont mené des opérations de guérilla à partir de la forêt de Nyungwe (au sud du Rwanda). Vos Troupes sont-elles encore au Rwanda ?

Oui, Mr le Journaliste. Les FLN se trouvent toujours sur le sol de notre chère patrie dans plusieurs coins du pays. Et les opérations militaires vont se poursuivre bien sûr au rythme de guérilla avant la phase décisive de passage à la guerre classique, pour vous en témoigner.

Avez-vous le sentiment d'avoir le soutien de la population rwandaise ?

Merci beaucoup pour cette question. Nous avons le soutien de la population rwandaise parce qu'elle est, elle-même, fatiguée de tous les maux et surtout des injustices de tout genre que le régime du FPR ne cesse pas de lui faire subir. À cela s'ajoutent, une multitude d'impôts exorbitants lui exigés par le régime, contrairement aux slogans que le FPR clamait en octobre 1990.

Ainsi, une telle population ne manquera pas de soutenir à tout prix celui qui apporte le changement pour apaiser la souffrance terrible qui pèse sur elle.

« La population rwandaise n'est pas inquiète du risque d'une nouvelle guerre parce qu'elle vit déjà des moments extrêmement plus difficiles et plus durs que la guerre »

Comprenez-vous que la population rwandaise soit inquiète du risque d'une nouvelle guerre après les années tragiques qu'elle a vécues ?

A mon humble avis, quand vous vivez longtemps des moments durs, à un certain moment vous souhaitez coûte que coûte vous en sortir quel que soit le prix à payer et quelles que soient les circonstances du changement. C'est tout à fait évident.

En d'autres termes, la population rwandaise n'est pas inquiète du risque d'une nouvelle guerre parce qu'elle vit déjà des moments extrêmement plus difficiles et plus durs que la guerre, des moments de désespoir qu'elle n'avait jamais vus ni vécus avant l'avènement du régime du FPR- INKOTANYI. Donc pour elle, mieux vaut mourir en luttant que mourir à genoux ou la tête basse. Que demandez-vous à la République Démocratique du Congo où vous êtes installés ainsi qu'à la communauté internationale dans son ensemble ?

Il importe de donner des précisions encore une fois que les FLN ne sont plus en RDC. Ils sont plutôt sur le sol de leur pays natal. En RDC, il reste seulement les réfugiés ainsi que les agents de sécurité pour la protection et la sécurité de ceux-ci. Donc, je ne manquerai pas de demander deux choses à la RDC :

– la première est de respecter les droits des réfugiés et les droits fondamentaux de la personne humaine selon les conventions internationales qu'elle-même a ratifiées, parce que beaucoup de réfugiés ont été tués sur le sol congolais et la main de son gouvernement dans ces crimes n'est pas moindre;

– la deuxième est le respect des droits des prisonniers de guerre. Sur ce, leur transfert au Rwanda devrait se faire dans les normes internationales pour que les familles puissent connaître le sort de leurs enfants à travers le CICR ou les organismes de droits de l'Homme. Or, la façon dont les capturés ont été transférés au Rwanda, lors des différentes opérations conjointes avec le Rwanda contre les réfugiés et les agents de sécurité des camps des réfugiés, fait plutôt penser à la traite négrière qu'à une quelconque extradition judiciaire ou un quelconque échange de prisonniers de guerre.

Quant à la Communauté internationale, nous demandons qu'elle mette la pression sur le régime de Kigali pour le convaincre d'accepter de résoudre pacifiquement les problèmes politiques rwandais à travers un dialogue politique franc et inclusif avec son opposition. Elle devrait également étudier et trouver une solution durable aux problèmes des réfugiés rwandais en RDC, recensés et reconnus par la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) et par le HCR, mais

exterminés sans cesse par l'armée rwandaise sur le sol congolais grâce à l'aval du gouvernement actuel de la RDC. Ladite pression devrait également s'exercer sur le gouvernement de la RDC pour qu'il traite les réfugiés suivant les normes internationales et respecte les droits des prisonniers de guerre en général.

« À l'heure qu'il est, ce qui est important et urgent, ce sont des actions qui inspirent de la confiance au peuple rwandais »

Pour terminer, l'opposition politico-militaire rwandaise est marquée par plusieurs divisions. La scission entre le CNRD et les FDLR a créé des tensions importantes, avant cela le RUD-Urunana s'était déjà détaché. Est-ce que vous pensez qu'aujourd'hui les conditions sont réunies pour une réunification ?

C'est vrai, des divisions se sont souvent produites au sein de l'opposition politico-militaire rwandaise. Mais en réalité ces divisions sont de deux catégories :

– Il y a d'une part des scissions opérées par des dissidents téléguidés consciemment ou inconsciemment par l'ennemi.

– Il y a d'autre part, des dissidences opérées par ceux qui découvrent la main de l'ennemi ou la déviation des objectifs au sein de la direction de l'organisation et préfèrent se mettre à part pour bâtir un nouveau système non infiltré et rectifier la ligne de conduite de l'organisation vers les objectifs fixés. D'après les propos du Général Kabarebe, le FPR a toujours procédé par la provocation des divisions au sein de l'opposition rwandaise dans le but de l'affaiblir. Ceci dit, nous devons beaucoup apprendre de tous ces événements, bien analyser les causes de ces dissidences, mettre à côté ce qui nous divise parce que cela ne profite qu'à l'ennemi, et nous rassembler plutôt autour de l'objectif de libérer notre patrie. Cette unité ne doit pas rester en paroles, mais doit être concrétisée par les actes. Nous avons un même ennemi qui veut nous écarter de la gouvernance de notre pays et continuer à opprimer surtout la population de l'intérieur. L'union fait la force, mais cela passe par un processus qui doit commencer par la collaboration. Au fur et à mesure que se crée la confiance mutuelle, on peut arriver à former une coalition, et plus tard on arrive à la réunification ou fusion. À l'heure qu'il est, ce qui est important et urgent, ce sont des actions qui inspirent de la confiance au peuple rwandais. Voilà tout.

Avez-vous un message pour les Rwandais ?

Bien sûr ! Un message pour le peuple rwandais ne peut pas manquer, parce que c'est pour eux que nous menons la lutte.

Premièrement, il doit savoir que ce qui se fait actuellement dans notre pays est pire que tous les maux ayant caractérisé les régimes antérieurs au régime du FPR-INKOTANYI.

Deuxièmement, les Rwandais se trouvant à l'extérieur sont aussi victimes de la chasse à l'homme menée par le FPR-INKOTANYI. certains ont plutôt accepté d'être au service du FPR de peur d'être tués.

L'objectif du FPR est de s'éterniser au pouvoir et opprimer tout le monde et que chaque Rwandais se laisse asservir par lui, afin qu'il puisse écarter ceux dont il n'a plus besoin. J'exhorte tous les Rwandais à se lever tous ensemble et faire chacun ce dont il est capable dans le sens de nous libérer et libérer notre patrie. Nous ne devons pas accepter d'être utilisés par le FPR-INKOTANYI pour tuer ou opprimer nos compatriotes. Tuer ton compatriote sans motif valable, uniquement parce qu'on vous l'ordonne, équivaut à un suicide. Au lieu de se laisser tuer moralement, ou de se laisser tuer progressivement par l'ennemi, umwanzi yica umwe umwe uko ashaka, mieux vaut se mettre ensemble pour combattre celui qui vous amène dans ces salles besognes. Quelques-uns mourront, mais les autres remporteront la victoire. Mais si nous croisons les bras, tout le monde sera exterminé. En attaquant le Rwanda, le FPR avançait le prétexte de vouloir résoudre définitivement le problème des réfugiés, réduire sensiblement les impôts, supprimer les travaux communautaires instaurés par Habyarimana, instaurer la démocratie. Mais qu'a-t-il fait ?

Les impôts se sont multipliés, notamment : la cotisation exigée du FPR, du FAERG, la taxe sur presque toute chose ; sur le bétail, les maisons, les parcelles, la mutuelle de santé qui est censé soutenir les plus démunis mais qui est en réalité un leurre, ...

Le problème des réfugiés s'est plutôt aggravé. Aux réfugiés Hutu s'ajoutent les réfugiés Tutsi qui, malgré leur soutien à la création du FPR, fuient cette fois-ci ses tueries. L'umuganda est devenu obligatoire, même pour les invalides et les vulnérables auxquels le FPR promet toutes sortes d'aides.

RDC CONGO :

RDC : l'armée maîtrise une incursion des miliciens Bakata Katanga à Lubumbashi

<https://www.digitalcongo.net/article/5f6f15db184afe0017677dca/>

Kinshasa 26-09-2020 Politique - Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont réussi à anéantir l'entrée de ces rebelles dans la ville de Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga. Ces miliciens voulaient également hisser leur drapeau au niveau de la place Moïse Tshombe, au cœur de la ville.

Les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont anéanti une incursion des miliciens Maï-Maï Bakata Katanga dans la matinée de ce samedi 26 septembre 2020, au centre ville de Lubumbashi. Des tirs de sommation ont été entendus toute la nuit jusqu'au petit matin de ce 26 septembre dans le centre ville de Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga, rapportent des sources locales.

L'intervention de l'armée n'a pas permis à ces miliciens de hisser leur drapeau au niveau de la place Moïse Tshombe, au cœur de la ville de Lubumbashi. Ces rebelles – une soixantaine – étaient munis des armes blanches, notamment des machettes et portaient des bandeaux rouges au front. Ils ont été conduits à la 22ème Région militaire des FARDC basée à Lubumbashi.

Des foyers de tension ont été également signalés à Likasi, une autre ville de la province du Haut-Katanga. Des balles ont crèpité également au quartier Kasapa, et d'autres coins de la ville. La structure Justicia ASBL a dénoncé cette incursion et la lie à la tentative d'évasion à la prison centrale de Kasapa, vendredi 25 septembre. Une tentative qui a causé plusieurs dégâts matériels importants, et 6 personnes grièvement blessées, selon le rapport subséquent du département des renseignements militaires.

De son côté, l'Association africaine des droits de l'homme (ASADHO) accuse des dirigeants de la province concernée d'être de mèche avec ces rebelles. « RDC: La complicité des autorités du Haut-Katanga dans l'entrée des Bakata Katanga à Lubumbashi est effective. Il faut sanctionner tout le monde sinon un jour, nous serons surpris par une guerre. Les services des renseignements étaient où ? Ils font les affaires, c'est tout. », a réagi sur son compte Twitter, son coordonnateur, Jean-Claude Katende.

Dido Nsapu (DNK/PKF)

L'Asadho exige que le Rwanda soit également condamné par la Cour internationale de justice pour plusieurs dégâts causés en RDC

<https://www.digitalcongo.net/article/5f6df4dad7498f0017e623e9/>

Kinshasa 25-09-2020 Politique - Le 23 juin 1999, la RDC avait déposé au greffe de la Cour Internationale de Justice des requêtes introductives d'instance contre le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda « en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la charte des Nations Unies et de la charte de l'Organisation de l'Unité africaine ».

Après la décision de la Cour internationale de justice (Cij) de procéder à une expertise qui sera confiée à quatre experts indépendants afin de déterminer les réparations que l'Ouganda devra verser à la RDC au titre de préjudice découlant « du manquement par cet Etat à ses obligations internationales, tel que constaté par la Cour dans son arrêt de 2005 », l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) exige que le Rwanda soit également condamné au regard de plusieurs dégâts dont ce pays est comptable en RDC.

Interrogé à ce sujet par Top Congo FM, le prof. Tshibangu Kalala a indiqué que la Cour internationale de justice ne peut pas juger le Rwanda étant donné que ce dernier n'a pas accepté la compétence de la Cij. Néanmoins, au niveau diplomatique des démarches peuvent être initiées pour obtenir auprès du Rwanda l'indemnisation de la RDC pour les préjudices subies suite à la présence des troupes rwandaises en RDC.

Pour revenir au litige entre Kampala et Kinshasa, le 23 juin 1999, la RDC avait déposé au greffe de la Cour Internationale de Justice des requêtes introductives d'instance contre le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda « en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la charte des Nations Unies et de la charte de l'Organisation de l'Unité africaine ».

La RDC avait demandé l'obtention d'une réparation pour les actes de destruction intentionnelle et de pillage ainsi que la restitution des biens et ressources nationales, dérobés au profit des Etats défendeurs respectifs. Les autorités congolaises réclamaient entre 6 à 10 milliards de dollars de dédommagement à l'Ouganda. La RDC avait présenté à la Cour plusieurs faits dont des pertes en vies humaines, des pertes de ressources naturelles et des dommages aux biens

Théodore Ngangu (TN/Yes)

UGANDA :

Construction of Uganda's first public Free Zone starts

<https://www.kampalapost.com/content/construction-ugandas-first-public-free-zone-starts>byNICHOLAS_AGABApublished onSEPTEMBER 24, 2020

Free Zones are Customs controlled areas where raw materials, goods, plant and machinery may be landed, handled, manufactured or reconfigured for export without being subject to import and export duties.

National Enterprise Corporation (NEC), the commercial arm of the Uganda People's Defence Force (UPDF), won the deal from the Uganda Free Zone Authority (UFZA) to construct the first Public Free Zone in Uganda.

The Shs48 billion facility will be set up on five acres of land that UFZA acquired from the Uganda Civil Aviation Authority (UCAA) at the Entebbe International Airport.

The Government has already allocated Shs12.5 billion for the first phase of the project.

According to officials, the Free Zone will house seven production units and a Trade house that will host offices of UFZA, URA, and other government offices to facilitate smooth flow of business in

the Zone. According to the Chairman of UFZA Board of Directors Eng. Dr. Feredrick Kiwanuka, the project will cover sectors like food processing (agro-processing), mineral processing, warehousing, storage, simple assembly, etc.

“All operators in this Public Free Zone will process their products for onward export through Entebbe International Airport,” he said.

The UFZA Executive Director Hez Kimoomi Alinda said that the Free Zone is expected to create at least 240 direct jobs and significantly contribute to an increase in Uganda’s exports.

It will also directly contribute cargo volumes to recently revived Uganda Airlines thereby boosting its business as the company secures more routes.

UFZA is required to establish strategically located Public Free Zones equipped with all required infrastructure to afford operators ‘plug and play’ facilities to enable them seamlessly undertake the business of manufacturing, value addition of products for onward export without the hustle to develop their own Zones.

The UFZA Chairman urged NEC, the contractor and Oubuntu Consults Limited, the supervisor to fast track the completion of the works to pave way for the second phase of the Zone implementation.

The Authority is mandated to spearhead and oversee the establishment, development, management, marketing, maintenance, supervision and control of Free Zones and other related matters.

Free Zones are Customs controlled areas where raw materials, goods, plant and machinery may be landed, handled, manufactured or reconfigured for export without being subject to import and export duties.

KENYA :

Kenya: la Cour suprême demande la dissolution du Parlement pour non-respect de la parité

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200924-kenya-la-cour-supr%C3%A9me-demande-la-dissolution-parlement-non-respect-la-parit%C3%A9>Publié le : 24/09/2020 – 04:38

Le Kenya au bord d’une nouvelle crise constitutionnelle. Lundi 21 septembre, le président de la Cour suprême a demandé au chef de l’État de dissoudre le Parlement car il ne respecte pas la Constitution de 2010. Le texte prévoit qu’aucun sexe ne peut occuper plus des deux-tiers des sièges au Parlement. Or aujourd’hui, les femmes ne représentent que 22% des postes à l’Assemblée et 31% au Sénat. Le Kenya avait 5 ans pour se mettre en conformité. Plusieurs recours en justice n’ont rien changé, la demande du président de la Cour suprême a donc entraîné une onde de choc.

Avec correspondant en Afrique de l’Est, Sébastien Nemeth à Nairobi

Au son des trompettes et des tambours, l’ONG FIBA a défilé mercredi 23 septembre dans les rues de Nairobi pour soutenir la demande du juge David Maraga et exiger la dissolution. La présidente de l’organisation, Anne Ireru, salue l’action du magistrat. Pour elle, il est temps que le Parlement se mette en conformité avec une constitution adoptée il y a une décennie. « Enfin, nos prières ont été entendues. La dissolution et l’organisation de nouvelles élections donneront au Kenya l’opportunité d’élire des femmes et de fournir un espace où hommes et femmes pourront s’affronter sur une plateforme égalitaire, libre de tout biais et de toute discrimination. »

La lettre du juge suprême ne passe pas par quatre chemins. David Maraga accuse le Parlement de discrimination et de violer la Constitution. Rappelant que quatre Tribunaux avaient déjà demandé aux deux chambres de se mettre en conformité.

Relations tendues...

Si le chef de l’Etat, Uhuru Kenyatta, n’a pas encore réagi, tout le monde ne voit pas d’un bon œil l’action du juge suprême. Après une réunion extraordinaire de la Commission du Service Parlementaire, le président de l’Assemblée, Justin Muturi, s’en est pris au premier magistrat du pays. « Cette demande est malvenue, prématurée, et anticonstitutionnelle. Elle pourrait plonger le

pays dans une crise constitutionnelle aux proportions monumentales. Et ce alors que deux procédures sont en attente devant la Haute Cour sur cette question. En attendant, nous appelons au calme et la sobriété, pour apaiser l'inquiétude nationale et les troubles qui pourraient survenir. » La commission parlementaire va d'ailleurs lancer une procédure devant la Haute Cour, contre la décision du juge suprême, dont les relations tendues depuis longtemps avec le président Kenyatta, ne sont pas prêtes de s'arranger.

SOUTH SUDAN:

South Sudan government figures embezzled \$36m: UN panel

<https://www.aljazeera.com/news/2020/9/23/south-sudan-government-figures-embezzled-36mn-un-panel> 23 Sep 2020

High-ranking politicians and bureaucrats in South Sudan have siphoned off at least \$36m in public funds, sometimes with the connivance of international corporations and banks, a United Nations commission has said.

Wednesday's report by the UN Commission on Human Rights in South Sudan came six days after President Salva Kiir fired the country's finance minister, the head of the tax-gathering National Revenue Authority, as well as the director of the state-owned oil company.

"Our Commission has uncovered brazen embezzlement by senior politicians and government officials, together with a number of entities linked to the government," the panel's chairperson, Yasmin Sooka, said.

"We can reveal the misappropriation of a staggering \$36m since 2016. It is worth noting this is just what we were able to trace and may not reflect the whole picture."

Sooka added that the figure relates to illegal financial movements from the Ministry of Finance and Economic Planning and from the National Revenue Authority.

"Shockingly, these South Sudanese bodies have been aided and abetted in these crimes by a number of international corporations and multinational banks. Some of this money has been laundered through the purchase of properties abroad. Indeed, those properties may well be in your countries."

The commission, set up in 2016, has previously accused South Sudan politicians of pocketing state funds, but the latest report provides its most detailed allegations yet.

South Sudan is struggling to cope with the aftermath of a six-year civil war that killed about 380,000 people and crippled the output of crude oil, which accounts for more than 90 percent of the state revenue.

"South Sudan is a country where lives are being destroyed by financial corruption on an epic scale," Sooka said. "Looting and pillage aren't just offshoots of war, they are arguably the main drivers of the conflict.

"At one end of the spectrum, South Sudan's political elites are fighting for control of the country's oil and mineral resources, in the process stealing their people's future. At the other, the soldiers in this conflict over resources are offered the chance to abduct and rape women in lieu of salaries. The eight-year-old girl gang-raped in front of her parents is the collateral damage."

The September 17 reshuffle at the finance ministry, revenue authority and Nile Petroleum Corporation (NilePet) came after South Sudan's reserves of foreign currency crashed, prompting a 37 percent slump in the value of the South Sudanese pound against the US dollar.

SOURCE : NEWS AGENCIES

SUDAN :

Sudan explores Khartoum's role in advancing Arab-Israeli peace

<https://www.trtworld.com/africa/sudan-explores-khartoum-s-role-in-advancing-arab-israeli-peace-400172020/09/24>

A high-level Sudanese delegation and US officials have discussed the role Sudan is "expected to play" in the future of Arab-Israeli peace. The removal of Israel's former foe from a list of terrorism sponsors also featured in the talks in UAE.

Sudan and the United States have discussed how Khartoum could advance Arab-Israeli peace. The talks also covered the removal of the former hardline foe of Israel from a US list of terrorism sponsors, authorities said on Wednesday.

Meeting in the United Arab Emirates, a Sudanese delegation led by General Abdel Fattah el-Burhan, head of Sudan's ruling council, and US officials held talks on how peace could stabilise the region and secure a two-state solution to the Israeli-Palestinian question, the ruling sovereign council said. The UAE, a leading regional partner of the United States, and Bahrain normalised ties with Israel this month in deals brokered by Washington, the first Arab states in a quarter of a century to break a longstanding taboo.

In August, US Secretary of State Mike Pompeo raised the issue of Sudan establishing ties with Israel during a visit.

Sudanese Prime Minister Abdalla Hamdok told him at the time he had no mandate to do so.

Sudan's role in Arab-Israel peace

The Sudanese team flew to the UAE on Sunday to hold talks with US officials on several issues including the removal of Sudan from the US list of state sponsors of terrorism.

Sudanese officials held "serious and frank talks" on the future of Arab-Israeli peace, which would lead to "stability in the region and preserve the right of the Palestinian people to establish their state according to the vision of a two-state solution", a council statement said after the return of the delegation.

The two sides also discussed "the role that Sudan is expected to play in achieving this peace," it said, without giving any details.

The council, made up of the military and civilians, has been in charge of Sudan since the toppling of autocrat Omar al-Bashir last year.

Softening approach towards Israel

Ties with Israel are a sensitive issue in Sudan, which was among the hardline Arab foes of Israel under Bashir.

In February, Burhan met Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu in Uganda, a meeting condemned by Sudanese protesters.

He afterwards cast doubt on any rapid normalisation of relations, though Israeli aircraft soon began overflying Sudan.

The talks also tackled lifting Sudan from the terrorism list, which hinders its ability to access foreign loans to tackle an economic crisis, the council said, without giving details.

Source: Reuters

ETHIOPIA :

Roundup: Ethiopia, China enjoy strong political trust, cooperation on BRI, international affairs: Chinese envoy

http://www.xinhuanet.com/english/2020-09/24/c_139391650.htmSource: Xinhua| 2020-09-24 00:34:39

ADDIS ABABA, Sept. 23 (Xinhua) -- Ethiopia and China enjoyed "rapid development in every perspective" with strong mutual political trust, cooperation on the China-proposed Belt and Road Initiative (BRI) as well as cooperation in international affairs, the outgoing Chinese ambassador to Ethiopia Tan Jian said on Wednesday.

"Ethiopia is an indispensable partner of China in jointly advancing the BRI on the African continent. Ethiopia is among the first African countries that signed cooperation documents in this regard," Tan told a press conference on Wednesday.

"Ethiopia firmly adheres to and actively supports the BRI. The significance of ties between the two countries goes beyond bilateral connotations, since it has become a model for China-Africa and South-South cooperation," said Tan.

Tan, who noted that China continues to be the biggest trading partner and the single largest foreign direct investment source for Ethiopia, stressed that the economic cooperation between the two countries will be promoted to a new high driven by the momentum gathered from the Forum on China Africa Cooperation (FOCAC) and BRI.

Reiterating China's "firm support" to Ethiopia's developmental path in line with its own national conditions, Tan stressed that China supports the East African country's efforts to safeguard sovereignty, develop its economy and improve people's livelihood.

"This position is steadfast and will not change," he said.

The Chinese envoy also echoed the Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed Ali's previous remarks as he emphasized that "only the sky is the limit" to the ever-growing Ethiopia-China Comprehensive Strategic Cooperative Partnership.

As he finalized his service in Ethiopia, Tan also stressed that "during my tenure, we are glad to see the rapid development of our friendship in every perspective. Jointly, we made remarkable achievements."

According to Tan, regarding the Sino-Ethiopia bilateral ties, three areas that are mutual political trust, cooperation on BRI, and cooperation in international affairs "are mostly highlighted."

"The political mutual trust is the key foundation of our diplomatic ties," Tan affirmed, adding that the two countries have maintained frequent high-level exchanges, between governments, ruling parties, think tanks, social and cultural groups as well as the two peoples.

Tan also stressed that Chinese companies have continued to vigorously participate in Ethiopia's infrastructure projects, creating tens of thousands of jobs for local people and solidly promoting the country's economic and social development.

Regarding Ethiopia's China-aided Addis Ababa Riverside Green Development Project, dubbed Beautifying Sheger Project, Tan stressed that the first phase has been completed.

"It's a comprehensive modern project with tourism, relaxation functionalities. It is designed to meet the needs of the people, reflecting Ethiopian's civilization, cultural diversity and unity. I do believe it will be a new hallmark of Ethiopia and will promote the service economy, creating jobs and generating revenues," Tan told journalists.

According to Tan, Chinese businesspeople are investing heavily in Ethiopia, across sectors including textile, pharmaceutical, building materials, steel, ceramics, bamboo paper pulp, among others.

According to the recent figures from the Ethiopian Investment Commission (EIC), until the end June 2020, Ethiopia approved over 1,500 FDI projects from China, the FDI by stock amounts to around 2.7 billion U.S. dollars, accounting for 25 percent of the total FDI projects in Ethiopia this year.

Noting that industrialization, investment and infrastructure are crucial for Ethiopia's development, the ambassador also stressed that "it is truly heartening to witness that all these areas are now more accessible and available in Ethiopia."

"The efforts to make necessary reforms are serving the purpose of creating a better business environment to promote the economy," Tan said. Enditem

SOMALIE :

Somalie : Le Premier ministre Mohamed Hussein Roble approuvé par le Parlement

<https://fr.africanews.com/2020/09/23/somalie-le-premier-ministre-mohamed-hussein-roble-approuve-par-le-parlement/>

By Bridget UGWE23/09/2020

A l'unanimité, les 215 membres du Parlement somalien ont approuvé la nomination du nouveau Premier ministre, Mohamed Hussein Roble.

Ingénieur civil formé en Suède, il a été nommé jeudi dernier par le président Mohamed Abdullahi Mohamed, quelques heures après la conclusion d'un accord avec les leaders politiques régionaux pour la tenue d'élections en 2021.

"Personne ne s'est abstenu, personne n'a refusé. 215 députés ont voté l'approbation du nouveau Premier ministre", a déclaré Mohamed Mursal Abdirahman, le président du Parlement somalien. Le nouveau Premier ministre a promis la mise place d'un gouvernement qui s'attaquerait aux principaux problèmes auxquels le pays est confronté

"Comme je vous l'ai déjà dit, Mesdames et Messieurs, je m'engage à former un cabinet doté de bonnes qualités qui puisse faire avancer le pays dans la situation actuelle et travailler à la tenue d'élections libres et équitables, basées sur un consensus entre tous".

Le poste de chef de gouvernement était vacant depuis le renvoi en juillet par le Parlement de Hassan Ali Khaire, officiellement pour avoir échoué à mettre en route l'organisation de ces élections pleinement démocratiques, initialement prévues pour février 2021.

MADAGASCAR :

Madagascar: l'examen du brevet des collèges, une affaire de famille

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200924-madagascar-lexamen-brevet-coll%C3%A8ges-une-affaire-famille>

Texte

Publié le: 24/09/2020
par : Sarah Tétaud - 02:36

À Madagascar, quatrième et dernier jour d'épreuve pour les élèves de 3^{ème} qui présentent l'examen du BEPC, le Brevet d'études du premier cycle. Sésame indispensable pour intégrer les bancs du lycée, le BEPC comptait cette année 327 500 inscrits. Mercredi soir, les élèves de l'option B, l'option scientifique, ont pu pousser un ouf de soulagement après sept matières présentées. Les élèves ayant choisi l'option A, littéraire, auront, eux, une dernière matière, à présenter ce jeudi.

Reportage à la sortie du grand centre d'examen d'Analamahitsy dans la capitale, pour rencontrer les jeunes et leurs parents, pour qui le BEPC est une affaire de famille.

De notre correspondante à Antananarivo,

Stéphane, 18 ans, est encore tout chancelant. Il sort de 3 heures d'épreuve de physique-chimie. Mais ça y est, pour lui, c'est la fin d'un grand marathon. « L'examen est fini. Je suis content parce que je pense ça a bien marché. C'est l'épreuve de malgache qui a été la plus difficile ; le temps m'a manqué. J'attends demain pour faire la fête avec mes copains qui ont encore une épreuve de langue à passer. On ira boire de l'alcool et fumer des cigarettes. »

Bryan, 15 ans, a encore l'allemand à présenter ce jeudi. Il est confiant. Ces dernières semaines, il les a passées enfermé chez lui, à réviser, pour compenser une année scolaire chaotique. « Pendant 3 mois, je ne suis pas allé à l'école à cause du coronavirus. Mais l'examen, ça s'est bien passé. Pour les Mathématiques, j'ai un peu foiré, mais pour le reste, ça s'est bien passé. »

« **La prière chaque soir...** »

Et pour mettre toutes les chances de son côté, l'adolescent a pu compter sur le soutien des siens. « Presque toute ma famille m'aide à la maison, pour mon examen. A la maison (ces derniers temps, NDLR), je n'ai presque rien fait pour la collectivité, je n'ai fait qu'étudier. Ma mère et mon père, me préparent mes repas, mes vêtements, ma convocation et ma carte d'identité. Ça se passe toujours comme ça. Le BEPC, c'est le 2^{ème} diplôme de notre vie, donc c'est très important pour notre famille. »

Un peu à l'écart, des parents attendent anxieux leurs enfants. Pour cette mère d'élève, si son fils obtient le BEPC, il sera le premier de la famille à décrocher ce diplôme. Une vraie fierté. Aussi, le jeune est bichonné. « Tous les matins, je me lève à 5h pour préparer le repas. Chaque jour, je lui concocte quelque chose de spécial, rien que pour lui. J'ai même changé mon emploi du temps de travail pour mon fils. Ma famille, chaque soir, on fait la prière tous ensemble pour qu'il réussisse son BEPC. »

Les résultats de l'examen devraient être annoncés la semaine prochaine.

SOUTH AFRICA :

Tax collection warning as South Africa's economy likely to continue to struggle

<https://businesstech.co.za/news/finance/435569/tax-collection-warning-as-south-africa-economy-likely-to-continue-to-struggle/24> September 2020

The economic outlook for the second half of 2020 is not looking positive which is likely to have an impact on investors.

Andrew Duvenage, managing director of NFB Private Wealth Management, outlines what investors can expect for the remainder of 2020 and how to mitigate these risks. NFB Private Wealth Management is part of the AltX listed NWest Financial Holdings (NWF) group of companies

The reality is that the South African economy is likely to continue to struggle. The country entered the Covid-19 crisis in a precarious fiscal position with an economy which has been in a state of decline for several years.

Given the length and severity of the lockdown – one of the harshest globally – it should perhaps be no surprise that the country's GDP contracted 51% in the second quarter of 2020 based on annualised quarter on quarter numbers.

This contraction came on the back of three successive quarters of contraction and an average growth rate of well below 1% over the past five years.

The consequences of this contraction will be lower tax collections, a ballooning budget deficit and very limited options available to government around financing this deficit.

Despite several announcements that government will kick-start economic growth with an investment in infrastructure spending, it is unlikely that in this environment they will be able to look to infrastructure spend as a mechanism to revive economic growth – unless it is prepared to implement structural reforms required to attract investment.

These structural reforms require, among others, that government reduces expenditure. This includes reducing the bloated public sector wage bill which appears unlikely in the current environment.

Other structural reforms that it needs to implement include ensuring policy certainty, removing regulatory red-tape and ensuring South Africa becomes more competitive globally.

Business confidence is currently at an all-time low which has a knock-on effect on investment. In recent months a number of companies have shelved plans for further investment in SA, including SAB, a division of AB InBev, which has put a halt to a planned investment of around R5 billion, in part as a result of the prolonged ban on alcohol sales.

Consol Glass, meanwhile, has indefinitely suspended construction of a new glass manufacturing plant valued at R1.5 billion, while Heineken has also shelved its investment plans, valued at just under R1.5 billion.

Exacerbating poor business confidence is growing unemployment. In July alone the Commission for Conciliation, Mediation and Arbitration received 190 large-scale retrenchments referrals, along with 1 307 small-scale retrenchment referrals.

The inflexibility of the local labour market means we probably have not yet seen the full extent of unemployment. It is likely that more companies will be retrenching staff in the coming months.

Unfortunately, South Africa's unemployment situation is likely to be structural in nature compared to the US experience where unemployment spiked and then fell rapidly as labour were reabsorbed. The reality is that South Africa's current fiscal position is going to be very difficult to manage.

Government does not have the means to stimulate and support the economy in the same way that more developed countries are doing.

This means many more businesses will fail, particularly those in the tourism, retail and hospitality sectors, who will not survive this period, further exacerbating unemployment figures.

Corporate earnings will continue to be under pressure. The JSE's apparent post Covid recovery has not been broad-based and has been dominated by tech counters like Naspers and mining stocks.

The ZAR price of gold, for instance, has been a huge advantage for gold miners.

Domestic property, financials and South African industrial stocks, however, are on average down 40-50% from their pre-Covid highs.

Unemployment figures will add additional pressure to the fiscus in terms of higher social welfare needs and less – and lower – contributions to personal income tax.

A debt trap is no longer a risk but a reality for South Africa, which could lead to a sovereign debt crisis. Although the ruling party have long had an ideological aversion to an IMF bailout as it would result in a loss of sovereignty, their options are becoming increasingly limited.

Given the current environment there is the very real risk that social pressure will increase as a result of the poor economic outlook. Not only is this likely to have political ramifications within the ANC but it could also impact the broader political landscape.

So, where does this leave investors? The strengthening of the ZAR should not necessarily be seen to be indicative of improvements in the local economy, but rather as an opportunity for investors to ensure that their portfolios are diversified at appropriate levels.

A global diversification strategy is key in this environment. While the tech market has largely driven the local market recovery, there is a risk to being overly concentrated in the local market.

While markets are high we still believe there is a case for equities.

Interest rates globally are expected to stay low for longer, particularly given the recent FED announcement on policy. At the same time stimulus measures will in all likelihood see a rebound in global GDP which will support investments in equity.

However, investors need to be aware that market entry risk is a real issue given the current market levels. By Andrew Duvenage, managing director of NFB Private Wealth Management

BOTSWANA :

Des éléphants décimés par une toxine mortelle au Botswana

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/22/au-botswana-des-elephants-decimes-par-une-toxine-mortelle_6053130_3212.html

Le Monde avec Reuters Publié le 22 septembre 2020 à 09h55

Plus de 300 pachydermes sont morts cette année à cause de cyanobactéries dont la croissance est favorisée par la montée des températures.

Les toxines produites dans l'eau par les cyanobactéries ont causé la mort de plus de 300 éléphants au Botswana cette année, ont annoncé lundi 21 septembre des responsables à l'occasion de la publication des résultats d'une enquête conduite sur les décès de ces pachydermes.

Les cyanobactéries sont des organismes microscopiques qui vivent dans l'eau et sur la terre ferme. Si toutes ne produisent pas de toxines dangereuses pour la faune et les hommes, les scientifiques affirment néanmoins que leur production est favorisée par la montée des températures mondiales. Cyril Taolo, directeur adjoint du département de la faune et des parcs nationaux du Botswana, a déclaré lors d'une conférence de presse que le nombre de carcasses d'éléphants retrouvées depuis les premiers décès signalés début mai avait augmenté, s'élevant à présent à 330 contre 281 en juillet.

Le type spécifique de neurotoxine mise en cause dans la mort des pachydermes n'a toutefois pas encore été établi. Le principal vétérinaire du département, Mmadi Reuben, s'est interrogé lors de la même conférence sur la raison pour laquelle seuls les éléphants avaient été touchés quand d'autres animaux du delta de l'Okavango ne semblaient pas avoir souffert.

130 000 pachydermes au Botswana

En Afrique australe, la hausse des températures est deux fois plus élevée que la moyenne mondiale, d'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). « Cela entraîne l'obtention des bonnes conditions, au bon moment, au bon endroit, [pour que] ces espèces prolifèrent », a commenté Patricia Glibert, professeur au Centre des sciences de l'environnement à l'université du Maryland.

Au Zimbabwe voisin, quelque 25 carcasses d'éléphants aux défenses intactes ont été retrouvées près du plus grand parc animalier du pays. Les autorités ont ainsi exclu le braconnage et l'empoisonnement délibéré au profit d'une possible infection bactérienne, que les éléphants auraient attrapée en ingérant de la nourriture.

« Nous avons envisagé les cyanobactéries, mais n'avons aucune preuve que ce soit le cas [au Zimbabwe] », a précisé Chris Foggin, vétérinaire au Victoria Falls Wildlife Trust. Le Zimbabwe, qui a déjà envoyé des échantillons d'éléphants morts en Grande-Bretagne, attend encore des permis pour envoyer des échantillons à deux autres pays, a-t-il ajouté.

Si la population globale d'éléphants d'Afrique recule à cause du braconnage, le Botswana abrite 130 000 pachydermes, un nombre croissant représentant près d'un tiers des éléphants du continent. Le Monde avec Reuters

ZIMBABWE :

Coronavirus : le Zimbabwe rouvre ses frontières

<https://www.financialafrik.com/2020/09/21/coronavirus-le-zimbabwe-rouvre-ses-frontieres/>
21 septembre, 2020

Les frontières Zimbabwéennes vont rouvrir ainsi que la reprise des vols commerciaux, dès le début du mois d'octobre, a annoncé, dimanche 20 septembre, le gouvernement.

Selon les autorités gouvernementales, cette décision s'explique du fait de la diminution des cas de coronavirus dans le pays. Mais également pour donner un nouveau souffle à l'économie notamment au secteur du tourisme, qui compte atteindre 5 milliards de dollars de recette d'ici 2025. Le vice-président du Zimbabwe, Constantino Chiwenga, a déclaré : « la réouverture de nos aéroports internationaux s'inscrit dans une approche progressive de l'ouverture de tous les aéroports du pays », ajoutant que, « ces plateformes étant désormais conformes à la norme Covid-19 et prêts à recevoir des visiteurs ».

Le responsable a indiqué que « la levée des restrictions de voyage a été motivée par la baisse des cas de covid-19 dans le pays et la nécessité de relancer l'industrie du tourisme. Mais également pour sauver des emplois et l'économie ».

À ce jour, le Zimbabwe a enregistré 7672 cas de coronavirus dont 5914 guéris et 225 décès.

ZAMBIA :

Zambia Is on the Verge of a Pandemic-Related Debt Default

<https://foreignpolicy.com/2020/09/23/zambia-is-on-the-verge-of-a-pandemic-related-debt-default/>
BYDAN HAVERTY SEPTEMBER 23, 2020, 6:40 AM

Here is today's Foreign Policy brief: Zambia faces debt default as coronavirus cripples economy, China and India agree to de-escalate tensions along the Line of Actual Control, and protests in Colombia against police brutality continue.

If you would like to receive Morning Brief in your inbox every weekday, please sign up here.

Zambia's Experience Could Be a Sign of Things to Come

Zambian President Edgar Lungu's government said that it was seeking "the suspension of debt service payments for a period of six months" from private creditors holding around \$3 billion in

international bonds, possibly making Zambia the first African country to default on its debt due to the coronavirus pandemic.

The government blamed “a combination of declining revenues and increased unbudgeted costs caused by the Covid-19 pandemic.” It is asking bondholders to meet on Oct. 20 to seek permission to defer interest payments until next April as it plans to restructure its debt.

Ripple effect. Zambia has been hurtling toward a debt crisis for months. In July, the Wall Street Journal reported that government debt was on course to surpass 100 percent of the country’s gross domestic product this year, rooted in economic pressures that far predated the pandemic. But Zambia is one of several African countries suffering from a heavy burden of debt, and if its default represents the first in a string of similar cases, it could be disastrous for countries across the developing world.

Silver lining? But as Ashfaq Zaman wrote in Foreign Policy earlier this month, some developing countries could be better off in the long run. African economies have several advantages over their European counterparts, including a much younger population, and since European economies are also expected to contract significantly in the aftermath of the pandemic, “the coronavirus could be the great global leveler for this generation.”

What We’re Following Today

Great power rivalry at UNGA. Tensions between the United States and China flared at the U.N. General Assembly after U.S. President Donald Trump called on China to be held “accountable” for “[unleashing] this plague on to the world,” referring to the coronavirus. Speaking after Trump, Chinese President Xi Jinping warned of a “clash of civilizations” but refused to enter the fray with Trump, saying only that “we will continue to narrow differences and resolve disputes with others through dialogue and negotiation.”

Tuesday’s events reflect both countries’ broader attitudes toward international bodies like the United Nations. As the United States grows increasingly hostile toward multilateralism, China is waking to step into the void. As Foreign Policy’s Colum Lynch wrote in August, China has slowly expanded its role at the U.N., becoming more deeply involved in international peacekeeping efforts, financial investment, and global education.

Greece and Turkey ready to talk. On Tuesday, Greek and Turkish officials agreed to resume talks for the first time in four years in order to try to resolve their long-running dispute in the eastern Mediterranean. Officials did not say when talks would begin, but preparations are underway and they could start as early as the end of the month.

Both countries have a wide gap to bridge. Greece and Cyprus have been pushing the European Union to take a tougher stance on Turkey, and Cyprus recently scuttled plans by the bloc to sanction Belarusian leaders over its unwillingness to apply similar pressure to Turkey. A summit of EU officials to discuss the dispute originally scheduled for later this week has been postponed to the beginning of October.

Tensions ease around the LAC. China and India have agreed not to send more troops to their contested border and to refrain from engaging in activity that could be seen as provocative. According to a statement released by the Indian government, both sides have agreed to “avoid misunderstandings and misjudgments” and to “refrain from unilaterally changing the situation on the ground.” The joint decision follows a series of meetings between military commanders which came on the heels of a marked increase in tensions along the Line of Actual Control (LAC) this year.

Tensions flared late last month after both sides accused the other of firing shots over the LAC, the first time shots were reported fired in decades. That incident followed a deadly altercation in June that left dozens of soldiers dead.

Keep an Eye On

Protests in Colombia continue. Protests against police brutality in Colombia turned violent as anger over the police killing of a man who violated coronavirus restrictions boiled over. Tensions between protesters and police in Colombia have intensified in recent weeks. Earlier this month, at least seven

people were killed in clashes after the police killing of a man in the capital of Bogotá. In addition to the seven deaths, officials said hundreds of people were injured in the ensuing unrest.

Afghan talks falter. Zalmay Khalilzad, the U.S. special envoy to Afghanistan, warned that the current levels of violence in the country are too high as the risk to the peace talks between the government and the Taliban grows. While Khalilzad expressed hope in the current round of negotiations, he also warned that there “will be setbacks and obstacles.” Khalilzad’s statements come after a wave of violence hit Afghanistan earlier this week, in which dozens of security force personnel and Taliban militants were killed in clashes. Several civilians were also killed over the weekend in a series of airstrikes launched by the government in the northern part of the country.

Mali leader seeks an end to sanctions. Colonel Assimi Goita, the leader of Mali’s military junta, demanded that the 15-nation Economic Community of West African States (ECOWAS) end the sanctions it imposed on the country in the aftermath of last month’s coup, which brought down the government of President Ibrahim Boubacar Keita. Earlier this week, the junta rolled out plans to install former Defense Minister Bah Ndaw, a retired military officer, as interim president to lead the transitional government, with Goita himself serving as prime minister.

ECOWAS has not yet responded to the developments in Mali, but it is unlikely to support the junta’s appointments nor respond positively to its demands. The bloc previously warned the junta that it would only lift its sanctions if civilian leaders were picked to lead the transitional government.

Odds and Ends

Finland will begin using coronavirus-sniffing dogs at Helsinki Airport on Wednesday, part of a pilot program aimed at making dogs a part of screening for COVID-19. The tests will be voluntary and will deliver results within 10 seconds, after which participants will take a conventional test in order to help researchers determine the accuracy of the dogs’ reading. A person’s health can change the way they smell, and researchers at the University of Helsinki recently found evidence that dogs can use bodily scent to sniff out the virus.

Wednesday’s pilot program will be the first large-scale trial run for coronavirus-sniffing dogs and will help determine if dogs can be used as an effective tool for detecting the virus.

MALAWI :

Au Malawi, les confessions religieuses unies contre l’avortement

<https://africa.la-croix.com/au-malawi-les-confession-religieuses-unies-contre-lavortement/>
22 septembre 2020

Dans une déclaration rendue publique le 14 septembre, les confessions religieuses du Malawi se sont prononcées contre une proposition de loi visant à légaliser l’avortement.

Les confessions religieuses malawites opposent un refus catégorique à la légalisation de l’avortement. Le 14 septembre, la Conférence épiscopale du Malawi (ECM) et d’autres organismes religieux dont le Conseil des églises du Malawi (MCC), l’Association évangélique du Malawi (EAM), l’Association musulmane du Malawi et l’Association musulmane Quadria du Malawi ont publié une déclaration commune dans laquelle elles fustigent la proposition d’amendement de la loi sur l’avortement.

Le Malawi est un pays majoritairement chrétien avec 44 % de protestants, 18 % de catholiques, 19 % de musulmans.

La loi sur l’avortement au Malawi

À l’origine de cette proposition, des organisations de la société civile demandent que l’avortement soit un « choix pour les femmes », ajoutant que les avortements illégaux font de nombreuses victimes parmi elles. En 2016, déjà, les responsables religieux de ce pays d’Afrique du sud-est

avaient tonné contre la légalisation de l'avortement, organisant une manifestation intitulée « Marche pour la vie et la famille ».

La loi au Malawi n'autorise l'avortement qu'exceptionnellement, lorsque la mère est en danger. Les femmes n'ont donc pas le droit d'interrompre volontairement leur grossesse.

Sauvegarde de la vie

Dans leur déclaration du 14 septembre, les confessions religieuses mettent en avant leur foi pour réfuter la légalisation de l'avortement. « La vie humaine constitue une valeur fondamentale parce que Dieu l'a créée », écrivent-ils, citant le livre de la genèse, dans la Bible. Ils ajoutent que les musulmans croient aussi qu'Allah a créé l'humanité pour un but. Citant ensuite le prophète Jérémie, ils invitent leurs concitoyens à considérer la vie comme sacrée, à la protéger et à la préserver avec un soin extrême dès sa conception.

Pour ces religieux, il importe de continuer à sauvegarder la vie des enfants, y compris des enfants à naître, comme cela est établi dans la section dans la loi fondamentale.

Ils exhortent enfin, les parlementaires à ne pas approuver le projet de loi qu'ils qualifient de « ~~grossière~~ » pour les enfants à naître.

La Croix Africa

NAMIBIE :

Delta Drone : contrat en Namibie

<https://www.boursier.com/actions/actualites/news/delta-drone-contrat-en-namibie-831720.html> Olivier Cheilan, publié le 21/09/2020 à 18h09

(Boursier.com) — Rocketmine , filiale de Delta Dronea signé un contrat de plus de 2 millions de rands avec Rössing Uranium en Namibie. La plus ancienne mine d'uranium commerciale de Namibie, accorde ainsi sa confiance à Rocketmine pour un contrat de prestations de services annuel. Delta Drone rappelle que sa solution " Rocketmine " fait partie de la gamme des 4 solutions professionnelles sur lesquelles le groupe a décidé, fin 2019, de concentrer exclusivement son activité, nonobstant la branche " services associés ", qui constitue une chaîne de valeur complète en support et au service du déploiement des solutions professionnelles.

Delta Drone souligne que l'intérêt très stratégique de ce modèle économique est d'être en mesure de commercialiser des systèmes complexes, spécifiquement adaptés à un secteur ciblé (mines, sécurité, inventaire, événementiel), produits en petite série, dans le cadre de contrats pluriannuels et dont la valeur unitaire est toujours supérieure à 100 KE (non compris 15 à 20% de revenus annuels additionnels correspondant à la formation, la maintenance, le SAV, etc.).

ANGOLA :

Angola : Le beau-fils de Dos Santos arrêté et emprisonné à Luanda pour « corruption

» Carlos Manuel de SaoVicente mercredi 23 septembre 2020 – 11:41 https://www.koaci.com/article/2020/09/23/angola/politique/angola-le-beau-fils-de-dos-santos-arrete-et-emprisonne-a-luanda-pour-corruption_145223.html

L'homme d'affaires Carlos Manuel de Sao Vicente, longtemps dans le viseur de la justice a été arrêté pour corruption.

Marié à la fille d'un ancien président angolais, Carlos Manuel de São Vicente a été arrêté et conduit à la prison de Viana à Luanda.

« L'interrogatoire de M. de SaoVicente" a produit de fortes indications de détournement de fonds", "d'abus de pouvoir", "de corruption" et de "trafic d'influence », a indiqué le procureur général dans un communiqué.

Carlos Manuel de São Vicente est accusé d'avoir ouvert des comptes à Genève pour lui, son épouse, ses trois enfants, ses sœurs, ses neveux et ses nièces.

En 2018, des procureurs suisses ont saisi 900 millions de dollars (769 millions d'euros) sur des comptes détenus par M. de Sao Vicente dans le cadre d'une enquête sur des activités de blanchiment d'argent.

Il est la dernière cible en date d'une campagne anti-corruption menée par le président angolais Joao Lourenço visant principalement les proches de l'ex Président Dos Santos .

Au pouvoir depuis 1979 , M. Dos Santos est souvent accusé d'avoir nommé des proches et des membres de sa famille à des positions importantes pendant qu'il était au pouvoir .

Sa fille Isabel Dos Santos , est accusée d'avoir siphonné l'économie angolaise , d'importants détournements de fonds publics, évalués à 5 milliards de dollars , ce qu'elle rejette en bloc.

MOZAMBIQUE :

MOZAMBIQUE : la population de lions rebondit dans le parc national de Gorongosa Par Boris Ngounou- Publié le 24 septembre 2020 / Modifié le 24 septembre 2020

<https://www.afrik21.africa/mozambique-la-population-de-lions-rebondit-dans-le-parc-national-de-gorongosa/>

Les actions engagées pour la protection des lions dans le parc national de Gorongosa au centre du Mozambique sont satisfaisantes. La population des grands félins est en nette augmentation dans cette aire protégée avec un total de 146 individus, alors que sur le reste du continent, des alertes sont lancées en raison du risque d'extinction des lions d'Afrique d'ici 2050.

Les gardiens du parc national de Gorongosa, dans le centre du Mozambique, ont fait de la protection des lions une priorité. Car les quelque 15 années de guerre civile (1977-1992) qu'a connue le Mozambique avaient également engendré de graves pertes sur la biodiversité, notamment le déclin de 95 % des populations de grands mammifères de ce pays d'Afrique de l'Est. Après le conflit, la nature a repris ses droits et de nombreuses espèces sont revenues, à l'exception des lions, et pourtant la population de ces grands félins dans un milieu donné est caractéristique de la santé de sa biodiversité. « Les lions sont des sentinelles. Lorsque les conditions sont mauvaises, ils subissent le premier impact, mais quand la vie se passe bien, ils récupèrent rapidement et c'est ce que nous voyons », affirme Paola Bouley, directrice associée à la conservation des lions du parc national de Gorongosa.

Pour remonter la pente, en 2015 Paola Bouley et son équipe ont tout d'abord réfléchi sur les causes de déclin de la population de lions du parc, et ont établi que la principale menace pesant sur les félins était les collets posés par des braconniers pour piéger les grands herbivores. Un tiers des lions du parc avaient ainsi été capturés, mutilés ou tués à cause de ces pièges. Mais grâce à l'organisation de patrouilles au sol, les inspecteurs de Gorongosa ont renversé la situation en retirant systématiquement tous les pièges dans le parc. Cette opération a permis de relancer la croissance de l'espèce, au point où en décembre 2019, le parc a annoncé avoir atteint l'effectif de 146 lions. « C'est quelque chose que je n'ai pas vu depuis les sept années où nous avons étudié la population de lions », se réjouit Lusa Paola Bouley.

L'espèce pourrait disparaître d'ici 2050

L'expérience de la préservation des lions dans la réserve naturelle de Gorongosa pourrait servir d'exemple aux autres aires protégées d'Afrique où vivent les grands fauves. D'après les scientifiques, l'espèce pourrait disparaître d'ici 2050. Les dernières études montrent que d'ici 2035, la moitié de la population actuelle de lions africains aura disparu et qu'il n'en restera qu'environ 10 000 à l'état sauvage. Les lions d'Afrique suivent ainsi le même chemin que leurs cousins asiatiques, qui n'étaient déjà plus que 350 individus en 2014.

Au-delà de la destruction massive de la savane, qui explique la disparition des lions il y a surtout le braconnage. En Afrique de l'Ouest par exemple où les parcs sont peu fréquentés par les touristes, les lions sont par conséquent peu protégés et valent bien plus d'argent quand ils sont morts. Alors qu'en Afrique australe et de l'est où le potentiel touristique est meilleur, les lions sont mieux protégés afin d'attirer davantage de touristes.

GUINEA BISSAU :

Buhari leaves for Guinea Bissau

<https://www.pmnewsnigeria.com/2020/09/24/buhari-leaves-for-guinea-bissau/>

By Abankula Thursday, September 24, 2020 8:16 am

President Muhammadu Buhari will leave Abuja today for Bissau to attend ceremonies celebrating the National Day of the Republic of Guinea Bissau, September 24.

The Nigerian leader and other invited Heads of State will attend an official lunch hosted by President Umaro Sissoco Embaló of Guinea Bissau.

Nigeria and Guinea Bissau established diplomatic relations in 1974.

Following a military coup in that country, Nigeria in 2012 deployed troops under the auspices of ECOWAS Mission in Guinea Bissau (ECOMIB) to maintain peace.

President Buhari had in response to a request for assistance by the Government of Guinea Bissau, during its last legislative elections, donated \$500,000 dollars, 17 vehicles and 350 electoral kits to support the country's electoral process.

In May this year, the President received President Embalo in Abuja, during which the Nigerian leader congratulated him on his confirmation as President, assuring him of Nigeria's support to the new government in Guinea Bissau.

The Nigerian troops were only withdrawn on September 10, 2020 after the return of stability to the West African country.

The President will be accompanied by top government officials including the Minister of Foreign Affairs, Geoffrey Onyeama, the Minister of Defence, Major-General Bashir Salihi Magashi (Rtd), the National Security Adviser, Major-General Babagana Monguno (Rtd) and the Director-General, National Intelligence Agency, Ahmed Rufai Abubakar.

President Buhari will return to Abuja at the end of the ceremonies on Thursday.

CABO VERDE/CAP VERT :

Cabo Verde: Isabel dos Santos' bank makes €6 mln profit

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-isabel-dos-santos-bank-makes-e6-mln-profit/>

ByLUSA

Bank BIC Cabo Verde (BIC-CV), majority-owned by Angolan businesswoman Isabel dos Santos, made a profit of €6 million in 2019, an increase of 14.8% over the previous year it announced on Monday.

In the bank's 2019 report and accounts, to which Lusa had access today, it is stated that BIC-CV's profit, with a net profit for the year of €6.02 million (€5.24 million 2018), "increased essentially" due to "results in financial operations and the investment fund units in the portfolio".

The board of directors proposed to retain all earnings, without distributing any dividends, a practice adopted by all seven Cape Verdean banks operating with resident clients, as a preventive measure against the economic consequences of the Covid-19 pandemic.

BIC-CV is one of four banks operating in Cabo Verde with restricted authorisation, only for non-resident clients and therefore considered 'offshore', a regime that, by virtue of the legal amendment approved by the Cape Verdean parliament ends at the end of this year.

In 2018, the bank owned by Isabel dos Santos in Cape Verde had only 12 employees, a number that fell to 11 last year, in addition to two directors at the general assembly table, five members of the board of directors (led by Luso-Angolan Fernando Teles), three on the executive board, and three permanent members of the supervisory board.

The Bank of Cape Verde (BCV) announced in January of this year that it will draw "the appropriate consequences" from the inspection of the BIC-CV bank, after information conveyed as part of the investigation by the International Investigative Journalism Consortium (ICIJ), a process known as 'Luanda Leaks', which indicates that that bank was allegedly used by Dos Santos in contracts of dubious provenance.

In the 2019 report and accounts, as "relevant facts that occurred after the end of the year," the institution recalls that on January 19, 2020 "an investigation carried out by an international consortium of journalists into the business of Isabel dos Santos, a shareholder of BIC-CV bank, was made public.

According to information from BCV, Isabel dos Santos holds, indirectly, through Santoro Financial Holdings, SGPS, SA and Finisantor Holding Limited, 42.5% of the share capital of BIC Cabo Verde, although "not performing any function in the governing bodies of the institution.

The International Investigative Journalism Consortium (ICIJ) revealed in January more than 715,000 files, under the name of 'Luanda Leaks', which detail financial schemes of Isabel dos Santos and her husband, Sindika Dokolo, which allowed the withdrawal of money from the Angolan public treasury, using tax havens.

Isabel dos Santos said she was a victim of an orchestrated political attack to neutralise her and argued that the allegations made against her are "completely unfounded," promising to "fight in international courts" to "restore the truth.

SAO TOME AND PRINCIPE :

Mgr Giovanni Gaspari, nonce apostolique en Angola et à São Tomé et Príncipe

<https://africa.la-croix.com/mgr-giovanni-gaspari-nonce-apostolique-en-angola-et-a-sao-tome-et-principe/22-septembre-2020>

Le pape François a nommé, lundi 21 septembre, Mgr Giovanni Gaspari nonce apostolique en Angola et à São Tomé et Príncipe.

Mgr Giovanni Gaspari, précédemment conseiller de la nonciature en Angola et à São Tomé et Príncipe, est désormais nonce apostolique dans ces deux pays.

En même temps que cette nomination du Saint-Siège, il a été nommé archevêque titulaire d'Alba Marittima.

Mgr Giovanni Gaspari est né à Pescara en Italie le 6 juin 1963. Il a été ordonné prêtre le 4 juillet 1987, pour le diocèse de Pescara-Penne. Titulaire d'une licence en théologie morale, il est entré au service diplomatique du Saint-Siège le 1er juillet 2001 et a travaillé dans les représentations pontificales en Iran, en Albanie, au Mexique, en Lituanie et dans la section des relations avec les États de la secrétairerie d'État.

La Croix Africa

TIMOR LESTE :

GIEWS Country Brief: Timor-Leste 24-September-2020

<https://reliefweb.int/report/timor-leste/giews-country-brief-timor-leste-24-september-2020>SourceFAOPosted 24 Sep2020

FOOD SECURITY SNAPSHOT

- Main season maize output in 2020 estimated below five-year average
- COVID-19 pandemic heightens food insecurity

Main season maize output in 2020 estimated below five-year average

Harvesting of the 2020 main season maize crop was completed in April. The area planted is estimated below the five-year average due to poor rains in major producing areas during the October-December period, which affected planting operations and early crop development. Rains improved from January 2020 and brought some relief to the areas impacted by dry weather conditions, benefitting yields. Some localized crop losses were reported due to infestation of Fall Armyworm (FAW). The 2020 secondary off-season crop is currently being harvested. Despite some minor losses due to FAW, the output is forecast at an above-average level, following generally favourable weather conditions. In aggregate, the 2020 maize output is forecast at a below-average level of 75 000 tonnes. The 2020 main paddy crop was harvested by the end of June. The output is estimated above the last five-year average reflecting good precipitation amounts from January onwards which supported planting operations and had a positive impact on yields. The 2020, mostly irrigated, secondary off-season paddy crop, to be harvested at the end of the year, is growing under generally favourable weather conditions, but some concerns exist due to low irrigation water availability. Overall, the 2020 aggregate rice production is forecast at an above-average level of 69 000 tonnes.

Weather forecasts indicate a high probability of above-average precipitation amounts between October 2020 and February 2021, due to La Niña conditions that are likely to persist throughout the

main 2020/21 cropping season. In the country, the La Niña weather pattern is normally associated with heavy rainfall and strong winds. Above-average rains are expected to benefit the 2021 main season crops, which will be planted from October onwards, but carry the possibility of flooding and associated crop damages.

Cereal import requirements in 2020/21 estimated at average level

The country relies on imports, which amount to almost 50 percent of the country's total cereal consumption needs. Cereal import requirements in the 2020/21 marketing year (April/March) are estimated to remain close to the previous year's average level of 150 000 tonnes.

COVID-19 pandemic heightens food insecurity

The Ministry of Agriculture and Fisheries conducted a Rapid Food Security Assessment in May 2020 to assess the impact of the COVID-19 pandemic on livelihoods and food security conditions of rural communities. According to the Assessment report, as of mid-May 2020, over 40 percent of the households reported resorting to negative coping strategies due to the pandemic. About 80 percent of the households stated also that restrictions related to COVID-19, including temporary limitation on movement and closure of the markets, resulted in the loss of income and hampered access to food. In addition, as the country has been severely affected by outbreaks of the African Swine Fever (ASF) in 2019 and early 2020, most interviewed households reported that, as of May 2020, they lost about 60 percent of their animals. Pig losses have caused a substantial reduction of income, raising concerns over the livelihoods and the food security situation of the pig farming households.

EGYPT :

Egypt's rising digital authoritarianism <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/9/24/egypts-rising-digital-authoritarianism/> Marwa Fatafta 24 Sep 2020

Last week, an appeals court upheld the three-year sentence of Manar Samy, a young Egyptian woman charged with “inciting immorality and debauchery” for posting TikTok videos. Earlier, the appeal hearing of two other young female TikTok influencers, Haneen Hossam and Mawada al-Adham, who were sentenced to two years in prison on similar charges, was postponed.

All three women have been charged under Egypt's draconian cybercrime law. If the Economic Appeals Court in Cairo does not overturn the absurd sentences of Hossam and al-Adham, this would mean this law, which was originally designed to silence journalists and political activists, has now been turned against ordinary, apolitical people.

Dangerously vague and overly broad legislation forms part of the wide toolkit for digital authoritarianism that violates internationally-recognised human rights principles in Egypt. They are putting women and members of feminist and LGBTQ communities at a growing risk of persecution. New laws for digital repression

For decades, the Egyptian authorities have been on a warpath of censorship and repression of human rights activists and political dissidents. In recent years, the government has tightened its control over what Egyptians say and do online, passing an arsenal of repressive laws in the name of “protecting national security” and “fighting terrorism”. This includes the counterterrorism law of 2015, the go-to tool for prosecuting activists and human rights defenders.

The next step towards all-encompassing control of online spaces came in 2018 with the adoption of two more draconian laws: The media regulation law, which gives authorities more power to block and censor online media – including influencers with more than 5,000 followers – and the cybercrime law.

It is under this law that Samy, Hossam, al-Adham, and a number of other influencers have been charged in criminal cases for posting videos on TikTok. Most of these young women are from a lower socioeconomic class who are easy prey for prosecution, as they have few resources and no connections to defend themselves in court.

For expressing themselves on TikTok, Hossam and al-Adham were each sentenced to two years in prison in July and handed a colossal fine of 300,000 Egyptian pounds (close to \$19,000). Samy received three years in prison, was ordered to pay the same exorbitant fine, and had bail set at 20,000 Egyptian pounds (\$1,250), forcing her mother to sell home appliances to raise funds.

These sentences and fines are disproportionately punitive, but this is not the only reason they are significant. As noted by Egyptian law and technology organisation Masaar, the TikTok cases are among the first in which the cybercrime law has been used since it was passed in 2018. What happens in the courtroom with Hossam and al-Adham will set a precedent for future prosecutions under the law.

Double-dealing the morality card

According to the Egyptian government, the internet is an incubator of “forces of evil”, and therefore must be closely monitored. In November 2019, the public prosecutor set up a surveillance and analysis unit to spy on internet users, to watch what Egyptians say and do on social media platforms like TikTok.

The public prosecution hyperbolically described its mission as addressing the “potential dangers threatening our youth via digital platforms, which are not subject to any sort of supervision”. As they began to arrest TikTok influencers, the office of the public prosecutor stated Egypt now has, in addition to land, sea, and air, a new, fourth “cyberborder” – “one that necessitates the introduction of radical changes to the legislative policy as well as the administrative and judicial controls,” and which needs “full deterrence and prudence in protecting them, just as any other border.”

Pursuing an agenda of protecting “social and family values”, prosecutors have been swift to spy on, arrest, and prosecute Egyptian women for expressing themselves online. Yet at the same time, they have chosen not to investigate online reports of rape and sexual assault. The TikTok cases emerged almost around the same time Egyptian women started to share online stories of sexual violence they have faced.

In the most prominent instance, women’s reports of a violent Fairmont Hotel gang rape sent shockwaves through Egypt in July. The public prosecution ignored the constant calls by women and campaigners to investigate the case. When it finally took action, it also decided to detain three key female witnesses. These courageous women are now facing charges of inciting debauchery, drug use, and attempting to damage the image of the Egyptian state.

Egypt’s pro-state outlets pursued an aggressive smear campaign against them, disseminating their private information and videos online. These outlets reframed the rape allegedly perpetrated by privileged young Egyptian men into a story of sex parties and “homosexual perverts”.

Cracking down on freedom of speech

These arrests and the repressive media environment are curbing free expression, instilling fear of reprisal and stigmatisation among women and the feminist and LGBTQ communities in Egypt. People are shutting down social media accounts and online solidarity groups in fear of further crackdowns.

Women are forced to think twice before using the internet to get the truth out. As one female activist told The Guardian: “We went from being very proud to being terrified in a matter of a few hours. I’m afraid there will be more absurd arrests – it seems like they’re taking people to scare us into silence. The message from the state is: ‘You wanted a women’s revolution – this is what it looks like.’”

The targeting of female TikTok influencers and feminist and LGBTQ communities under poorly crafted, vague laws that criminalise free expression shows the Egyptian authorities have taken domestic repression to a whole new level. It is no longer only opposition politicians and journalists who are in the crosshairs, but also anyone who speaks up against injustice or who posts TikTok videos just for fun.

ALGERIE :

Algérie: les médias francophones publics appellent

<http://www.slateafrique.com/1043315/algerie-les-medias-francophones-publics-appellent-%3Fliberer-khaled-drareni24/09/2020>

Les dirigeants des médias francophones publics ont renouvelé jeudi leur soutien au journaliste algérien Khaled Drareni, voyant dans sa condamnation à deux ans de prison ferme une grave atteinte à la liberté de la presse, et ont réclamé qu'il soit libéré.

"Cette condamnation est une atteinte grave à la liberté de la presse que rien ne saurait justifier. Il est intolérable que des journalistes soient pris pour cible en raison de leur activité professionnelle", ont affirmé ces dirigeants, dont font partie Sibyle Veil, PDG de Radio France et présidente de l'organisation Les médias publics, et Yves Bigot, le patron de la chaîne TV5 Monde, dont Khaled Drareni est le correspondant en Algérie.

"Quel que soit le lieu d'exercice de leur profession, la sécurité et l'indépendance des journalistes doivent être assurées afin qu'ils puissent exercer librement leur profession. C'est la condition d'une information libre, impartiale et équilibrée", ont ajouté ces dirigeants, dans un communiqué publié jeudi.

Les signataires incluent également les dirigeants d'Arte France, de France Médias Monde (France 24, RFI et Monte Carlo Doualiya), France Télévisions, TFO (Télévision française de l'Ontario), Radio-Canada, la RTBF (Belgique), la Radio Télévision Suisse, Télé-Québec et TV5 Québec Canada.

Incarcééré depuis près de six mois, M. Drareni, 40 ans, a été condamné en appel le 15 septembre à deux ans de prison ferme pour "incitation à attroupement non armé" et "atteinte à l'unité nationale". La sévérité de la peine a déclenché l'indignation et la colère en Algérie et au-delà de ses frontières. Khaled Drareni est le fondateur du site d'information Casbah Tribune, et correspondant en Algérie pour la chaîne francophone TV5 Monde et pour Reporters sans frontières (RSF).

MAROC :

Maroc : un réseau de prostitution géré par une étudiante démantelé

24 septembre 2020 - 11h00 <https://www.bladi.net/maroc-reseau-prostitution-etudiante,74203.html>

Les éléments de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) ont démantelé un réseau de prostitution monté et géré par une étudiante.

Tout est parti de quelques observations. Des véhicules de grand luxe, des comptes bancaires gonflés... des signes extérieurs de richesse qui ont déclenché une enquête policière. Les recherches menées ont permis de découvrir un véritable réseau de prostitution dirigé par une jeune fille pour des jeunes filles, rapporte Assabah.

Le réseau offre ses services sur des sites à caractère érotique, des contreparties au Maroc et à l'étranger. Les filles en situation de détresse sont recrutées pour satisfaire la demande des clients. Parmi elles, des étudiantes et des professionnelles du sexe qui ont jusqu'à 5 millions de dirhams sur leurs comptes bancaires.

TUNISIE :

Plus de 1200 cas de Coronavirus en 48h : la Tunisie chamboule la tendance baissière en Afrique <https://www.afrik.com/plus-de-1200-cas-de-coronavirus-en-48h-la-tunisie-chamboule-la-tendance-baissiere-en-afrique>

[Daouda Ndour](#) 23 septembre 2020

Ces dernières 24 heures, la Tunisie vient d'enregistrer un nombre tellement élevé de cas confirmés positifs au Coronavirus qu'elle semble passer de la tendance baissière à une rupture en Afrique.

Ce mercredi matin, 23 septembre 2020, à l'occasion d'une conférence de presse, la porte-parole du ministère de la Santé publique tunisienne, Nissaf Ben Alaya, a été porteuse d'un message qui n'est pas du tout pour plaire la population. En effet, la porte-parole a déclaré que, entre le 21 et 22 septembre 2020, ledit pays a enregistré 1 239 nouveaux cas confirmés de Coronavirus.

Ce chiffre, qui a le don de faire peur à plus d'un, a été annoncé après que 5 581 tests ont été effectués pendant ces deux jours. 1 219 cas positifs sur un échantillon de 5 581 tests, c'est

l'équivalent d'un taux de positivité de 21,4%. Un taux très élevé du reste. Avec ces nouveaux cas, le nombre de cas confirmés en Tunisie s'élève alors à 12 479, dont 9 938 cas actifs. Parmi eux, 72 sont admis aux unités de soins intensifs et 26 sont dans un état très critique, sous respirateurs artificiels. Cette situation contraste avec la tendance qui est plutôt baissière en Afrique. En effet, au Zimbabwe, au Ghana, par exemple, on note des mesures d'assouplissement avec les réouvertures massives des transports internationaux et la reprise des cours. Au Sénégal, il a été noté, ces derniers jours, un net recul dans le nombre de cas confirmés positifs, par jour.

Il a même été enregistré, il y a deux jours, sept fois plus de guéris que de nouveaux cas. Sur le plan sportif, d'ailleurs, le ministre des Sports, Matar Bâ, vient d'ordonner la reprise des activités sportives. Mieux, le stade Léopold Sédar Senghor sera rouvert à l'athlétisme, dès vendredi.

LYBIE :

La trêve en Libye laisse espérer une remontée de la production de pétrole
<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-treve-en-libye-laisse-espérer-une-remontee-de-la-production-de-petrole-1248256>

Par [Vincent Collen](#) Publié le 23 sept. 2020 à 17:57 Mis à jour le 23 sept. 2020 à 18:20

La production pétrolière libyenne a été pratiquement réduite à zéro cette année en raison de la guerre civile qui ravage le pays membre de l'Opep. La trêve annoncée il y a quelques semaines laisse entrevoir une réouverture des terminaux d'exportation. Les cours du brut ont accusé le coup. Un nouveau facteur pèse sur les cours de l'or noir depuis quelques jours. La Libye est en train de relancer sa production de pétrole, qui était pratiquement à l'arrêt depuis le début de l'année. La National Oil Corp (NOC) libyenne a annoncé samedi dernier que les opérations reprenaient pour certains terminaux d'exportation de la Méditerranée. C'est la conséquence d'une trêve encore fragile annoncée fin août par le gouvernement de Tripoli et le maréchal Haftar, qui contrôle une bonne partie de l'Est du pays où se trouve l'essentiel des champs d'hydrocarbures.

C'est une annonce importante pour les marchés pétroliers. [Membre de l'Opep, la Libye est capable de produire, en temps normal, 1,2 million de barils par jour, soit plus de 1 % de la production mondiale.](#) La guerre civile, qui ravage le pays, a fait tomber ce chiffre à moins de 100.000 barils par jour entre mars et juillet. Avec la levée du blocus du maréchal Haftar, la NOC estime pouvoir porter la production à 260.000 barils dès la semaine prochaine. Les analystes de Goldman Sachs prévoient une remontée au-delà d'un demi-million de barils d'ici à la fin de l'année. Ceux de Kpler tablent sur

450.000 barils en décembre. Milices et groupes terroristes

Cette perspective a pesé sur les cours du brut en début de semaine. Car la pandémie de Covid-19 fait planer [de lourdes incertitudes sur la demande mondiale](#). « Dans ce contexte, tout espoir de hausse de l'offre n'est pas bien vu par les marchés », explique Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris. Le baril de Brent s'échangeait à un peu plus de 42 dollars mercredi en fin d'après-midi, en hausse de 1 % environ.

Les experts relativisent toutefois l'impact des événements récents en Libye. « Le retour potentiel des exportations libyennes sera probablement lent, après une période initiale de déstockage portant sur environ 3 ou 4 millions de barils », préviennent les analystes de Kpler.

Et l'évolution de la situation reste, comme toujours en Libye, très incertaine. « La guerre fait rage depuis 2011 et ce n'est pas la première fois qu'une trêve est déclarée, rappelle Francis Perrin. Outre le gouvernement reconnu par l'ONU à Tripoli et l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar, le pays est parcouru d'une multitude de milices et de groupes terroristes qui bloquent les installations pétrolières lorsqu'ils veulent obtenir quelque chose ». Même la Petroleum Facilities Guard, censée

protéger les champs, les oléoducs et les terminaux, « les bloque régulièrement pour son propre compte ».

Une bouffée d'oxygène

La Libye exportait deux milliards de dollars de pétrole et de gaz en août 2019. Un an plus tard, en août 2020, les revenus des exportations sont tombés à moins de 100 millions. « La reprise de la production annoncée, si elle se concrétise, sera une bouffée d'oxygène pour le pays », poursuit Francis Perrin.

COTE D'IVOIRE :

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo parti pour ne rien lâcher

https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-laurent-gbagbo-parti-pour-ne-rien-lacher-27-09-2020-2393805_3826.php#

DÉCRYPTAGE. La Cour africaine de justice a tranché contre l'exclusion de l'ex-président ivoirien de l'élection présidentielle ivoirienne du 31 octobre. Par Le Point Afrique Publié le 27/09/2020 à 10:30 | Le Point.fr

C'est une victoire symbolique pour Laurent Gbagbo. Mais une victoire quand même. Pour la deuxième fois en dix jours, la Cour africaine de justice désavoue la Côte d'Ivoire, lui ordonnant vendredi de réintégrer l'ex-président sur la liste électorale pour la présidentielle du 31 octobre. Dans son ordonnance, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ordonne à l'État ivoirien de « prendre toutes les mesures nécessaires en vue de lever immédiatement tous les obstacles empêchant le requérant [M. Gbagbo] de s'enregistrer sur la liste électorale ».

L'ex-chef d'État qui a dirigé la Côte d'Ivoire entre 2000 et 2010 ne figure pas sur les listes électorales révisées cette année, il ne peut donc ni voter ni être candidat. (SUITE)

Côte d'Ivoire : à l'approche de la présidentielle, la crainte de « graves menaces sur la paix » https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/25/cote-d-ivoire-a-l-approche-de-la-presidentielle-la-crainte-de-graves-menaces-sur-la-paix_6053560_3212.html Le Monde avec AFP 25/09/2020

Le Conseil national des droits de l'homme appelle à un « dialogue inclusif » et exprime sa « vive préoccupation » face à une situation sociopolitique tendue.

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), organisme public de Côte d'Ivoire, s'est inquiété jeudi 24 septembre de « graves menaces sur la paix sociale » à l'approche de l'élection présidentielle du 31 octobre et a appelé à un « dialogue inclusif », dans un communiqué.

Précisant avoir rencontré ces derniers jours les responsables des principaux partis d'opposition ainsi que du parti au pouvoir, le CNDH exprime sa « vive préoccupation » face à une situation sociopolitique « qui crée assurément les conditions de graves violations des droits de l'homme et fait peser de graves menaces sur la paix sociale » en Côte d'Ivoire.

Alors que de nombreux militants d'opposition et d'ONG ont été arrêtés ces derniers mois, le CNDH, qui est un organe consultatif pour le gouvernement, demande des « mesures pour garantir (...) l'exercice des libertés publiques par l'ensemble des forces politiques de la nation » et appelle à « l'ouverture d'un dialogue pressant et inclusif » pour « trouver des solutions consensuelles durables ». Le CNDH demande aussi « l'ouverture d'enquêtes sur les allégations de violences constitutives de violations des droits de l'homme ».

Quelque 3 000 morts en 2010

La crainte de violences meurtrières est forte dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, dix ans après la crise post-électorale née de la présidentielle de 2010 qui avait fait quelque 3 000 morts. Des violences, dans le sillage de l'annonce de la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat controversé, ont fait une quinzaine de morts en août dans le pays.

Une figure de la société civile ivoirienne, Pulcherie Gbalet, qui avait appelé en août à des manifestations contre un troisième mandat du président Ouattara, est incarcérée depuis un mois. Justin Koua, président de la jeunesse de l'opposition FPI (pro-Gbagbo) a été arrêté il y a une semaine sur son lieu de travail à Korhogo (Nord) et transféré quelques jours après dans une prison à Bouaké (centre), a déploré son parti.

MALI :

Le Mali se dote d'un président de transition

<https://www.la-croix.com/Monde/Le-Mali-dote-dun-president-transition-2020-09-25-1201115927> Laurent Larcher, le 25/09/2020 à 07:08

Désigné lundi 21 septembre par la junte pour assurer la présidence de la transition, le colonel major Bah Ndaw prête serment ce vendredi à Bamako. La Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) semble prête à annoncer la levée de ses sanctions, puisque Bah Ndaw est un militaire à la retraite, donc un civil, comme elle l'exigeait.

Est-ce le début de la fin de la crise politique malienne? Une étape importante doit être franchie, ce vendredi 25 septembre, lors de la prestation de serment du colonel major Bah Ndaw, un ancien militaire à la retraite choisi pour présider la période de transition censée ramener les civils au pouvoir.

Nommé lundi 21 septembre par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP), mis en place par la junte, le colonel major Bah Ndaw présente le double avantage d'être un militaire de carrière respecté par les forces armées maliennes et par une grande partie de la population, et d'être aujourd'hui à la retraite, ce qui fait de lui un civil. Le comité, par cette désignation, remplit ainsi la condition émise par la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour lever ses sanctions contre le Mali, prises à la suite du putsch du 18 août.

La Cedeao devrait s'exprimer après l'investiture de Bah Ndaw, et il semble qu'elle acceptera le nouvel organigramme malien comme l'a laissé entendre son émissaire, le Nigérian Goodluck Jonathan, arrivé à Bamako le mercredi 23 septembre. Interrogé sur une levée des sanctions ouest-africaines, il a répondu qu'il reviendrait au président ghanéen Nana Akufo-Addo, au titre de la présidence tournante de l'organisation, de faire cette annonce.

« Je crois qu'il se prononcera probablement vendredi, après l'investiture », a tout de même précisé Goodluck Jonathan, qui assistera à la cérémonie d'investiture de Bah Ndaw.

Cette décision est très attendue au Mali. Depuis le 20 août, en effet, la Cedeao a fermé les frontières du pays, et suspendu les échanges commerciaux et financiers avec le Mali. Des sanctions qui ont entraîné considérablement ce pays endéjà confronté à une grave crise économique et sociale, à la propagation des groupes djihadistes et à des violences intercommunales. Mercredi 23 septembre, trois soldats maliens ont encore été tués dans une attaque à Bouleky, dans le centre du pays.

Le soutien de la France

Dans le même temps, la France, qui a toujours plaidé pour qu'un civil soit mis à la tête de la transition et qui a fait valoir cette position à la Cedeao à travers la voix du président ivoirien Alassane Ouattara, a elle-même entériné le choix de la junte, mercredi 22 septembre. « Nous prenons acte de ces premières nominations qui représentent une première étape encourageante dans le processus de transition au Mali, qui doit mener à la tenue d'élections d'autorités légitimes », s'est résolu le Quai d'Orsay.

Cette décision est très attendue au Mali. Depuis le 20 août, en effet, la Cedeao a fermé les frontières du pays, et suspendu les échanges commerciaux et financiers avec le Mali. Des sanctions qui ont entraîné considérablement ce pays endéjà confronté à une grave crise économique et sociale, à la propagation des groupes djihadistes et à des violences intercommunales. Mercredi 23 septembre, trois soldats maliens ont encore été tués dans une attaque à Bouleky, dans le centre du pays.

Le soutien de la France

Dans le même temps, la France, qui a toujours plaidé pour qu'un civil soit mis à la tête de la transition et qui a fait valoir cette position à la Cedeao à travers la voix du président ivoirien Alassane Ouattara, a elle-même entériné le choix de la junte, mercredi 22 septembre. « Nous prenons acte de ces premières nominations qui représentent une première étape encourageante dans

le processus de transition au Mali, qui doit mener à la tenue d'élections d'autorités légitimes », s'est résolu le Quai d'Orsay.

« Le choix de Bah Ndwa à la présidence de la transition ne trompe personne, mais le pragmatisme a gagné tous les esprits », confie un observateur à Bamako. Sur le fond, chacun sait que les militaires sont décidés à garder la main sur la transition. En témoigne aussi la nomination, comme vice-président, du colonel Goïtas, chef du CNSP. Parmi ses prérogatives, la défense, la sécurité et la refondation de l'État.

TOGO :

Togo : la richesse nationale réévaluée de 36% à la faveur d'un rebasage du PIB<https://www.financialafrik.com/2020/09/24/togo-la-richesse-nationale-reevaluee-de-36-a-la-faveur-dun-rebasage-du-pib/>

Par [Nephthali Messanh Ledy](#) 24/09/2020

Les résultats des travaux de rebasage du PIB togolais ont été présentés et adoptés le 22 septembre 2020 par le gouvernement togolais. Le processus a permis de réévaluer la richesse nationale produite dans le pays de 36,5%, et partant, plusieurs autres agrégats économiques.

Le Togo aura choisi le bon timing pour publier les résultats des travaux de rebasage de son PIB, dans un contexte marqué la crise liée au coronavirus et des craintes d'une nouvelle hausse de la courbe d'endettement. D'après un communiqué du conseil des ministres présenté mardi soir à la Télévision nationale, ces travaux ont abouti à la production des comptes de l'année de base 2016 et de l'année courante 2017. Les résultats de ces comptes « ont fait l'objet de validation par des experts (...) au cours d'un atelier tenu à Lomé du 27 au 31 janvier 2020 », indique la même source. Ces travaux ont été effectués par un comité technique de gestion pluridisciplinaire mis en place par un arrêté interministériel en date du 26 novembre 2018. D'après les résultats, le PIB de l'année 2016, sous le système de comptabilité nationale (SCN) 2008, passe à 3 574,4 milliards de FCFA contre 2 618,1 milliards de FCFA suivant l'ancien modèle (SCN 1993). Ceci représente une réévaluation de 36,5%.

Au titre de l'année 2017, le PIB réel s'établit à 3 729,8 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux de croissance de 4,3% entre 2016 et 2017. Le PIB nominal, pour sa part, se chiffre désormais à 3 713,6 milliards de FCFA pour la même année.

Selon le communiqué du gouvernement, en se basant sur les résultats du rebasage, le PIB nominal s'établit à 3.951,4 milliards de FCFA en 2018 et à 4.230,6 milliards de FCFA en 2019 d'après le SCN 2008 contre respectivement 2.979,6 milliards de FCFA et 3.216,8 milliards de FCFA au système de 1993. Par ailleurs, les prévisions actualisées du PIB pour l'année 2020 se chiffrent à 4.399,9 milliards contre 3.322,3 milliards initialement prévus selon le SCN 1993.

Ces nouveaux chiffres ne sont pas sans incidences – positives – sur « les critères de convergence de premier rang » qui, insiste le gouvernement du Togo, sont tous « respectés ». Le taux d'endettement et le solde budgétaire (dons compris) rapportés au PIB se sont améliorés, avec un taux d'endettement de 51,9 % du PIB en 2019 contre 68,3 % dans l'ancien système. Sur cette base, les prévisions révisées font ressortir un taux d'endettement de 51,8% en 2020, contre 68,6% selon le SCN 1993.

Pour sa part, le taux de pression fiscale est passé de 20,8 % (SCN 1993) à 13,6% (SCN 2008) en 2019 et de 21,1% à 14,6% en 2020 (en prévision) pour une norme de 20,0% au minimum.

« Le Togo, à l'instar d'autres pays en Afrique, a opté pour la migration du système de comptabilité nationale (SCN) 1993 au système de comptabilité nationale (SCN) 2008 afin d'arrimer ses méthodes d'élaboration des comptes aux normes internationales actuelles et rendre ses agrégats macroéconomiques comparables sur le plan international », explique le gouvernement.

En rappel, plusieurs autres pays de la sous-région ouest-africaine ont déjà expérimenté la technique du rebasage ces dernières années. C'est le cas du Nigéria en 2014, devenant ainsi la première économie d'Afrique, du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée-bissau, du Niger, et du Sénégal.

SENEGAL :

Sénégal : Le combat de la ville balnéaire de Bargny contre les déchets<https://fr.africanews.com/2020/09/25/senegal-le-combat-de-la-ville-balneaire-de-bargny-contre-les-dechets/>By Fabrice MarimootooBy AFP

La ville balnéaire de Bargny se trouve à 30 km au sud de Dakar. Coincée par une autoroute et des sites industriels, elle est emblématique du développement irrégulier du Sénégal et de sa lutte sans fin contre la pollution. La ville borde l'une des plus grandes usines de ciment et une centrale électrique d'Afrique de l'Ouest, et un port minéralier est en construction à proximité. Mais ses 60 000 habitants n'ont pas vu grand chose en matière de développement bénéfique.

Medza (Medoune Ndoye de son vrai nom) est un militant écologiste de 29 ans. Depuis des mois, lui et d'autres militants locaux font pression pour nettoyer la ville. Au mois d'août, il a passé trois jours à nettoyer la plage, un travail de Sisyphe.

"C'est la partie que nous avons nettoyée les 15 et 16 août mais ce matin je suis revenu pour faire l'état des lieux, mais à ma grande surprise j'ai l'impression qu'on a rien fait."

Manque d'installations

Par manque d'installations d'élimination, les habitants déversent des seaux de détritiques sur la plage alors que les pêcheurs jettent leurs déchets par-dessus bord. La ville dispose d'un service de ramassage d'ordures ménagères, mais pas de poubelles ni de système d'égouts.

"_L'année dernière, en 2019, on a fait des investissements très sérieux parce qu'on a pris conscience de ce qui existait ici _", déclare le maire Daouda Moustafa Diouf.

Le gouvernement tente de s'attaquer au problème, comme l'interdiction de plastique à usage unique, mais l'impact sur le terrain semble limité.

BURKINA FASO :

Le Burkina Faso ouvre la première usine de panneaux solaires en Afrique de l'Ouest<https://www.letemps.ch/monde/burkina-faso-ouvre-premiere-usine-panneaux-solaires-afrique-louest>AFP Publié jeudi 24 septembre 2020 à 09:03

L'usine fournira les centrales solaires en cours de construction à travers le pays sahélien. Le gouvernement vise à couvrir 30% des besoins en électricité du Burkina Faso avec l'énergie solaire. Le Burkina Faso a inauguré mardi une usine de production et d'assemblage de panneaux solaires, la première en Afrique de l'Ouest, selon un communiqué du Premier ministre publié mercredi.

D'un coût de 3,2 milliards de francs CFA (5,3 millions de francs) et baptisée «Faso Energy», cette usine, construite dans la zone industrielle de Kossodo, en périphérie nord de Ouagadougou, aura une production journalière de 200 panneaux solaires. Selon le promoteur de Faso Energy, Moussa Kouanda, la production annuelle permettra d'installer une puissance de 30 mégawatts, soit 3% de la consommation du pays.

Le Premier ministre Christophe Dabiré a souligné l'importance de «l'utilisation des ressources

renouvelables, pour éviter de compromettre notre avenir», lors de l'inauguration de l'usine. «Nous allons pouvoir offrir à nos concitoyens de l'énergie à bas coût, et faire en sorte qu'ils puissent contribuer au développement économique et social du pays», a-t-il estimé.

Construction de centrales solaires

«Aujourd'hui, un rêve devient une réalité», s'est réjoui de son côté le ministre de l'Energie Bachir Ismaël Ouédraogo, soulignant que la production locale de panneaux solaires favorisera la construction en cours de seize centrales solaires, pour un potentiel de 250 mégawatts.

Le Burkina a lancé le programme «Yeelen» (lumière) pour construire une série de centrales solaires, profitant du fort ensoleillement de ce pays sahélien. Dans le cadre de ce programme, la construction de nouvelles centrales solaires de 20 et 10 MW a été lancée il y a deux semaines dans les villes de Koudougou et Kaya. Six autres centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 176 MW sont en projet.

Une denrée rare

Il est prévu dans le cadre du programme Yeelen l'électrification par des systèmes solaires photovoltaïques de 396 centres de santé, écoles et centres d'alphabétisation, de 18 centres hospitaliers et d'un hôpital de district, de 13 maisons d'arrêt et de 7 universités, selon le gouvernement.

L'électricité demeure encore une denrée rare pour plus de 80 % de la population du Burkina Faso, qui reste dépendant des importations d'électricité de Côte d'Ivoire et du Ghana, qui atteignent jusqu'à 30 % de sa consommation. Le Burkina vise à couvrir d'ici 2030 30% de ses besoins en électricité avec le solaire.

BENIN :

Bénin: présentation du Fonds “La Francophonie avec elles” aux femmes de la CCIB<https://beninwebtv.com/2020/09/benin-presentation-du-fonds-la-francophonie-avec-elles-aux-femmes-de-la-ccib/>

[ParCochimau S. Houngbadjile](#) 25 Sep 2020 à 13:07

Ce fonds soutiendra des actions de terrain concrètes destinées aux femmes en situation de vulnérabilité œuvrant dans le secteur informel : développement de leurs capacités entrepreneuriales, informations sur leurs droits (santé, citoyenneté...), accompagnement dans leur formation professionnelle et la scolarisation des leurs enfants, etc.

L'appel à candidature lancé dans le cadre dudit Fonds s'est soldé par l'enregistrement de plusieurs projets, dont une centaine de la part des femmes béninoises. Dans son intervention à la CCIB ce jour, la Secrétaire générale de l'OIF n'a pas manqué de saluer la proactivité et le sens d'engagement des femmes béninoises.

NIGERIA :

Le Nigeria débloque 2 milliards \$ pour le chemin de fer transfrontalier qui connectera l'Etat de Kano au Niger voisin

<https://www.agenceecofin.com/transports/2409-80612-le-nigeria-debloque-2-milliards-pour-le-chemin-de-fer-transfrontalier-qui-connectera-l-etat-de-kano-au-niger-voisin>

Romuald Ngueyap 24/09/2020

(Agence Ecofin) - Le Nigeria mobilise \$1,96 milliard pour la construction de la ligne ferroviaire entre Kano et Maradi dans le centre-sud du Niger. Ce chemin de fer à voie unique de 284 km sera exécuté par le portugais Mota-Engil. A terme, il permettra au Niger de tirer profit du port de Lagos. Au Nigeria, le Conseil exécutif fédéral a approuvé le décaissement de 1,96 milliard de dollars pour la ligne de chemin de fer entre l'Etat de Kano et Maradi au Niger. L'annonce a été faite, mercredi 23 septembre, par Ajuri Ngelale, l'un des communicants du président Muhammadu Buhari.

Suivant le tracé, la ligne de 284 km traversera les Etats de Kano, Jigawa et Katsina dans le nord du Nigeria jusqu'à Maradi au Niger, tandis que la section secondaire de 93 km reliera Dutse, capitale de l'Etat de Jigawa, à Kano. « Cela renforce financièrement le Nigeria comme plaque tournante d'import-export pour le Niger », explique-t-il dans son tweet.

La construction de la ligne, qui devra compter 12 stations, sera exécutée par le portugais Mota-Engil, dans le cadre d'un contrat de type « clé en main complet » (EPC – Engineering, Procurement and Construction), informe Railjournal.

Une fois achevée, cette ligne à voie unique, va s'imbriquer au chemin de fer SGR Kano-Lagos (en chantier) qui traverse le Nigeria du nord jusqu'au port de Lagos (sur l'océan Atlantique). Débuté en 2006, le projet de modernisation du rail, long de 2 788 km, a été divisé en segments. Actuellement, seul le tronçon entre Abuja et Kaduna (187 km) est achevé et les services ont officiellement commencé en juillet 2016. Le segment entre Lagos et Ibadan (156 km) est pratiquement terminé tandis que le chinois China Civil Engineering Construction Company (CCECC) est adjudicataire du tronçon Ibadan-Kano (800 km).

NIGER :

Pour le Niger, seule une action internationale pourra rétablir la sécurité au Sahel et dans le bassin du lac Tchad

24 septembre 2020 <https://news.un.org/fr/story/2020/09/1078152>

Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, a rappelé, jeudi que seule une action internationale pourra rétablir la sécurité dans les régions africaines du Sahel et du bassin du lac Tchad et a fait part de sa préoccupation sur la situation au Mali.

« Le Niger est convaincu que les nombreuses menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales ne peuvent pas être résolues par les États pris individuellement, mais par une action collective de la communauté internationale », a déclaré M. Issoufou qui s'exprimait pour la dernière fois devant l'Assemblée générale en sa qualité de chef d'Etat, la constitution nigérienne limitant à deux le nombre de mandats à la présidence du pays.

M. Issoufou s'est félicité du renforcement des capacités opérationnelles et de renseignement des forces de défense et de sécurité au niveau national, de l'opérationnalisation de la Force mixte multinationale (Bénin, Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad) dans le bassin du lac Tchad et de la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

« Pour un financement pérenne de celle-ci, je salue la proposition (du) Secrétaire général (de l'ONU) António Guterres, qui préconise de s'inspirer du modèle de la mission de l'Union africaine (UA) en Somalie (AMISOM) », a-t-il dit.

Pour le Président du Niger, la création de la coalition de lutte contre le terrorisme au Sahel, la mise en place d'un commandement conjoint pour toutes les forces militaires participantes dont celles françaises (Barkane) et européennes (Takuba), le déploiement prochain par l'UA d'un contingent de 3.000 hommes, les initiatives de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), « sont autant d'éléments qui suscitent l'espoir d'une victoire sur notre ennemi commun : le terrorisme et le crime organisé».

Mali : le Niger appelle à une transition dirigée par les civils
Niamey, qui préside le Conseil de sécurité des Nations Unies en ce mois de septembre, a fait part de sa préoccupation concernant l'évolution de la situation au Mali, après le coup d'État intervenu dans ce pays voisin le 18 août dernier.

« Le Niger et les autres pays de la CEDEAO sont pleinement engagés dans la recherche de solutions pour une sortie de crise au Mali », a affirmé M. Issoufou. Pour le chef d'Etat nigérien, une telle sortie de crise nécessite le retour des militaires dans leurs casernes et une transition dirigée par des autorités civiles.

« Au Mali, et sur l'ensemble de l'espace du G5 Sahel, nous avons besoin du multilatéralisme pour poursuivre le combat contre le terrorisme sous toutes ses formes en prenant dûment en compte les dimensions femmes et jeunes, parce que c'est sur le terreau de la pauvreté que prospère le terrorisme », a souligné M. Issoufou.

Le Président nigérien a rappelé que les enfants sont parmi les premières victimes des attaques terroristes qui ciblent les écoles dans la région du Sahel central où des milliers d'enfants sont privés d'éducation.

« Or, notre région n'a pas créé ces maux. Ils lui ont été imposés. Notre région est une victime », a rappelé le chef d'Etat, insistant sur le fait que la menace sécuritaire qui s'abat sur le Sahel n'est pas seulement une problématique locale mais une préoccupation de portée globale.

M. Issoufou a appelé à ce que les efforts sécuritaires et de développement consentis par les États du Sahel soient adéquatement accompagnés dans le cadre des aides bilatérales et multilatérales.

Le Président nigérien a également tenu à saluer les sacrifices consentis par les travailleurs humanitaires. Six d'entre eux ont été tués le 9 août dernier dans une attaque terroriste à une cinquantaine de kilomètres de la capitale Niamey.

« Je sais que la résolution 2175 de 2014 (du Conseil de sécurité portant sur la protection du personnel humanitaire) les protège mais cette protection doit être renforcée », a-t-il dit. M. Issoufou a appelé à mettre en place un mécanisme de surveillance de communication de l'information et de sanctions concernant les attaques contre les humanitaires.

GHANA :

L'Europe, la Côte d'Ivoire et le Ghana engagent un dialogue sur le cacao durable <https://www.usinenouvelle.com/article/l-europe-la-cote-d-ivoire-et-le-ghana-engagent-un-dialogue-sur-le-cacao-durable.N1008774>

[FRANCK STASSPUBLIÉ LE 25/09/2020 À 05H00](#)

Les pratiques environnementales de la filière cacao seront au cœur des séances de travail instaurées, jusqu'à l'été 2021, entre la Commission européenne et la Côte d'Ivoire et le Ghana, les deux premiers producteurs mondiaux.

Alors qu'à Paris on débat de l'interdiction des publicités pour le Nutella, Bruxelles se lance en quête d'un cacao plus responsable. Mardi 22 septembre, la Commission européenne a lancé un dialogue multipartite entre des représentants de la Côte d'Ivoire et du Ghana (64 % de la production et 60 % des exportations mondiales de cacao brut à eux deux) ; des représentants du Parlement européen, des Etats membres de l'Union européenne, des producteurs de cacao ainsi que de la société civile. Objectifs affichés : améliorer les pratiques responsables des entreprises européennes concernées,

guider les institutions européennes dans l'appui à la production durable de cacao, et engager un dialogue avec les autorités de chaque pays.

"Nous prévoyons d'élaborer des recommandations concrètes sur le cacao durable car le commerce ne concerne pas seulement la croissance et les profits, mais aussi l'impact social et environnemental de nos politiques", a commenté Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne et commissaire au Commerce par intérim.

L'Union européenne est le premier importateur mondial de cacao (60 % des volumes mondiaux importés). La Côte d'Ivoire et le Ghana en sont les principaux fournisseurs et peuvent accéder à ce marché en franchise de droits et sans contingents. Le dialogue instauré par la Commission européenne doit s'étaler jusqu'en juillet 2021.

Plus de transformation locale

Au-delà de la responsabilité environnementale et sociale, la filière cacao en Afrique de l'Ouest doit repenser sa création de valeur ajoutée. A ce titre, la Côte d'Ivoire compte augmenter de 14 % ses capacités de transformation au cours des deux prochaines années grâce à la construction de deux usines, à Abidjan et à San Pedro, d'une capacité totale de 100 000 tonnes.

710 000 tonnes de capacités sont déjà en place dans le pays. Seules 500 000 tonnes sont transformées chaque année, sur une production d'environ 2 millions de tonnes. 300 000 tonnes de stockage sont prévues. Un fonds chinois prendra à sa charge l'investissement – 40 % de la production sera redirigée vers ce pays.

Autre enjeu, celui de la rémunération des producteurs. Depuis 2019, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont mis en place un mécanisme de "différentiel de revenu décent" afin de garantir un prix acceptable aux producteurs de cacao, en thésaurisant les bonnes années pour couvrir les mauvaises.

GAMBIA :

Gambia's hope for new Constitution dashed

Supporters of President Adama Barrow, former dictator Yahya Jammeh withdraw support for two-term limit in draft

<https://www.aa.com.tr/en/africa/gambia-s-hope-for-new-constitution-dashed/1982332>Mustapha K Darboe | 22 . 09 . 2020

BANJUL, Gambia

A draft Constitution failed to garner enough support Tuesday from lawmakers for a third reading in the Gambia's National Assembly.

When tallied, the vote was 31-42 with three abstentions.

Gambia began a constitutional building process in 2019 to set aside the 1997 Constitution which was amended more than 50 times by former dictator Yahya Jammeh.

It stipulates two terms for the presidency. However, drafters put a retrogressive clause in the document that counted President Adama Barrow's first term as part of the two terms he could serve in office.

Barrow's supporters said his first term should not count and withdrew support for the draft. Supporters of Jammeh also voted against the draft as well as the National Reconciliation Party, one of Barrow's closest allies in a coalition.

TCHAD :

Bassin du lac Tchad: Boko Haram massacre plusieurs soldats tchadiens
[https://beninwebtv.com/2020/09/bassin-du-lac-tchad-boko-haram-massacre-plusieurs-soldats-tchadiens/ParModeste Dossoule](https://beninwebtv.com/2020/09/bassin-du-lac-tchad-boko-haram-massacre-plusieurs-soldats-tchadiens/ParModeste%20Dossoule) 20 Sep 2020 à 14:34

Au moins une dizaine de soldats Tchadiens ont trouvé la mort jeudi au cours d'une attaque de Boko Haram dans la zone du lac Tchad, a annoncé samedi à l'AFP le secrétaire général de cette province. Selon les informations, le groupe islamiste Boko Haram a été pris pour cible dans une de leurs bases militaires dans le bassin du lac Tchad. L'attaque a coûté la vie à une dizaine de soldats qui se rendaient à la base. Le SG de la province où a eu lieu l'attaque, Sadick Khatir, au cours de l'opération, "les éléments de l'armée tchadienne sont tombés dans une embuscade qui a provoqué la mort de dix soldats et fait sept blessés"

Selon Belga, « le porte-parole de l'armée, le colonel Azem Mbermandoa, n'a pas confirmé le bilan évoqué par les deux autres sources, mais a ajouté que l'armée tchadienne avait "détruit une base de Boko Haram, récupéré des armes et des munitions" ». Le bassin du lac Tchad est un des endroits les plus dangereux liés aux attaques terroristes sanglantes. La branche de Boko Haram affiliée à l'Etat Islamique est la plus active dans la région.

CENTRAFRIQUE :

Etienne Giros : « L'air de rien, le centre de gravité du CIAN se déplace vers Bruxelles »

Par Marie-France Réveillard | 24/09/2020,
9:31 <https://afrique.latribune.fr/decideurs/entrepreneurs/2020-09-24/etienne-giros-l-air-de-rien-le-centre-de-gravite-du-cian-se-deplace-vers-bruxelles-858041.html>

« Malgré une période économique difficile et incertaine, le CIAN poursuivra ses efforts de plaidoyer avec une détermination intacte au service des entreprises », a déclaré Alexandre Vilgrain, le président du CIAN, à l'occasion de l'Assemblée générale ordinaire, qui fut suivie d'un point sur l'Afrique. La santé était à l'ordre du jour et les acteurs du secteur privé impliqués dans « l'effort de guerre sanitaire », ont rappelé leurs engagements pris dans le cadre du programme Santé Entreprise Afrique (SEA) qui permet depuis 2018, de mener des opérations de dépistage et de promotion des soins en entreprises pour des pathologies comme le VIH-Sida, la tuberculose, le paludisme, les maladies non-transmissibles (cardiovasculaires, diabète) et depuis peu, les hépatites et la Covid-19. Son opérationnalisation a été confiée à l'association Santé en Entreprise (SEE) dirigée par Erick Maville, qui n'est autre que le président de la Commission Santé du CIAN. Pour l'heure, ce programme entré en phase-pilote en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Sénégal et en Guinée, a bénéficié à plus de 1,2 million de personnes entre 2018 et 2020.

Alors que l'image des membres et invités du CIAN réunis à Paris et dissimulés derrière leurs masques rappelle le risque pandémique élevé dans l'Hexagone, c'est l'optimisme sanitaire qui prévaut sur le continent. « L'Afrique est l'un des continents les moins touchés par la pandémie avec 1,4 million de personnes infectées selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) contre 30

millions à travers le monde [...] 1,2 million de personnes sont guéries et nous avons enregistré 33.000 décès. Le désastre annoncé au début de la crise ne s'est pas produit », a déclaré Erick Maville, le président de la commission Santé du CIAN.

Entre jeunesse des populations et immunité croisée (exposition passée à d'autres formes de coronavirus qui aurait permis à des populations africaines de développer des défenses immunitaires), cet optimisme ne doit cependant pas masquer certaines réalités. En effet, pour 6 des économies africaines les plus dynamiques, le scénario catastrophe s'est bien produit et 75% des cas détectés sur le continent, se sont concentrés en Afrique du Sud, au Maroc, en Egypte, en Ethiopie, au Nigeria et en Algérie...

Les entrepreneurs tricolores engagés sur la voie d'une stratégie euro-africaine

« Depuis le début de la crise sanitaire, l'Afrique est dans l'Agenda de l'UE », s'est réjoui Patrick Sevaistre, président de la Commission Institutions européennes du CIAN. « C'est la fin d'une approche fragmentée de l'Europe à l'égard de l'Afrique [...] le budget qui sera alloué à l'Afrique à travers le fonds européen de développement 2021-2027, devrait s'établir entre 30Mds € et 40Mds » a-t-il estimé, sans masquer par ailleurs, ses inquiétudes liées à l'avenir des Accords de partenariat économiques (APE) avec l'opérationnalisation programmée de la zone de libre-échange continentale africaine (Zleca).

Malgré ce regain d'intérêt européen pour le continent, « le vrai sujet aujourd'hui, repose sur une plus forte implication du secteur privé dans l'aide publique au développement (APE) de l'Europe » a-t-il prévenu, regrettant que l'UE n'ait pas encore « dépassé le stade des bonnes intentions ». Un cheval de bataille que porte désormais Etienne Giros à Bruxelles, en qualité président du Conseil européen des Affaires pour l'Afrique et la Méditerranée (European Council for Africa ou

« EBCAM »). « L'air de rien, le centre de gravité du CIAN se déplace vers Bruxelles » a d'ailleurs indiqué ce dernier, confirmant l'orientation stratégique du président Macron d'instaurer une relation renouvelée avec l'Afrique. La France entend impliquer davantage ses partenaires européens pour faire face aux menaces sécuritaires ainsi qu'au défi migratoire, tout en cherchant à s'extirper d'une image altérée par « un passé qui ne passe pas », en particulier dans le Sahel où le sentiment antifrçais va grandissant...

Des entrepreneurs français inquiets par la poussée du « French-bashing »

Dans le panorama des risques rencontrés par les entrepreneurs français en Afrique, le terrorisme et le risque sanitaire représentent les principales menaces. En effet, bien que l'impact sanitaire lié à la pandémie de SARS-CoV-2 soit plus modéré que prévu, il a néanmoins affecté l'organisation interne des entreprises en profondeur, bloquant parfois tout déplacement des collaborateurs pendant plusieurs semaines. Parallèlement, l'essor de la dématérialisation pendant les confinements décrétés çà et là, a fait apparaître des risques de cyber-menaces accrus pour les entreprises (ransomware ou phishing en particulier) tandis qu'Internet s'est parfois imposé comme un vecteur de campagnes de dénigrement antifrçaises. « Nous avons constaté une augmentation manifeste des menaces contre les entreprises étrangères, notamment françaises à travers des actions de relations publiques ou sur Internet via les réseaux sociaux » a déclaré Arnaud Kremer, le président de la Commission Sûreté du CIAN.

Ce constat vient nourrir le dernier baromètre Africaleads, publié en février par l'Institut Immar Research & Consulting qui faisait apparaître un « French bashing » ambiant. Depuis, la situation sécuritaire dans le Sahel ne s'est guère améliorée, pas davantage que l'image de l'hexagone dans la région. « Le sentiment anti-frçais est de plus en fort au Sahel, mais aussi dans l'ensemble du monde francophone africain [...] l'intervention militaire française est constamment dénoncée par des segments de l'opinion publique malienne, mais aussi par des Intellectuels, comme une intervention qui a pour vocation de s'accaparer les ressources naturelles nationales [...] Ce discours est pris très au sérieux au Mali, y compris dans le monde académique et sécuritaire », prévient Alain

Antil, le Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales [IFRI] qui avertit par ailleurs, des initiatives de déstabilisations venues d'acteurs extérieurs comme la Turquie ou la Russie.

Enfin, à la veille d'un certain nombre de rendez-vous électoraux (élections présidentielles en Guinée le 18 octobre 2020, en Côte d'Ivoire le 31 octobre 2020, au Burkina Faso le 22 novembre 2020 et en République centrafricaine le 27 décembre 2020), Arnaud Kremer a exhorté les entrepreneurs français « à bien anticiper ces échéances » en matière de sécurité des biens et des personnes. L'appel semble déjà avoir été entendu par nombre d'expatriés français qui préfèrent, par mesure de sécurité, plier bagage à la veille des prochains grands rendez-vous électoraux...

CAMEROUN :

Cameroun : La répression à l'encontre de l'opposition s'accroît

21 septembre 2020 1:30PM <https://www.hrw.org/fr/news/2020/09/21/cameroun-la-repression-lencontre-de-lopposition-saccentue>

Le gouvernement devrait cesser de se servir du Covid-19 et de la loi antiterrorisme comme prétextes pour écraser toute contestation

(Nairobi) – Les autorités du Cameroun ont interdit les manifestations, après que le parti d'opposition Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) eut encouragé les citoyens à descendre dans la rue pour exprimer leurs préoccupations au sujet de la décision du gouvernement de tenir des élections régionales.

Le 11 septembre, les gouverneurs des régions du Littoral et du Centre ont, par décret, interdit toute réunion et manifestation publique pour une durée indéterminée. Trois jours plus tard, le ministre de l'Administration du territoire, Paul Atanga Nji, dans une lettre adressée à ces deux gouverneurs ainsi qu'au gouverneur de la région de l'Ouest, a averti que toute manifestation non autorisée serait dispersée par les forces de l'ordre, et a appelé les gouverneurs à faire arrêter toute personne qui organiserait ou dirigerait une manifestation. Le 15 septembre, le ministre de la Communication a mis en garde les partis politiques sur le fait que des manifestations pourraient être considérées comme « insurrectionnelles » et que les manifestations illégales dans tout le pays seraient punies en vertu de la loi antiterrorisme.

« Ces mesures sont une tentative à peine voilée de la part du gouvernement camerounais de se servir de la pandémie de Covid-19 et d'une loi antiterrorisme draconienne comme prétextes pour supprimer le droit à la liberté de réunion », a déclaré [Lewis Mudge](#), directeur pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch. « Les autorités devraient s'efforcer de protéger et de faciliter l'exercice de ce droit, au lieu de chercher des moyens de le restreindre. »

Ces mesures surviennent après l'[annonce](#), le 7 septembre, par le président Paul Biya que les premières élections régionales de l'Histoire du Cameroun auraient lieu en décembre. Le 8 septembre, [Maurice Kamto](#), le chef du MRC, a appelé à des manifestations pacifiques pour le 22 septembre afin de protester contre cette décision. Sept autres partis politiques et organisations de la société civile ont rejoint l'appel de Kamto aux manifestations pacifiques. Les partis d'opposition ont de nombreuses préoccupations concernant ces élections, estimant qu'elles ne pourront pas se tenir de manière libre et équitable sans une réforme préalable du code électoral et des mesures destinées à faire face au problème de l'insécurité dans les régions anglophones.

Human Rights Watch s'est entretenu par téléphone avec 15 dirigeants et membres des partis d'opposition, ainsi qu'avec cinq représentants de la société civile et d'organisations de défense des droits humains, entre mi-août et début septembre.

Le gouvernement camerounais a commencé à lever les restrictions imposées face au Covid-19 déjà en mai, autorisant la réouverture des bars, restaurants et discothèques. En juin, il a assoupli encore les restrictions en ouvrant les écoles et d'autres centres de formation fermés depuis mars, ainsi que les églises et les mosquées. Ainsi, les efforts pour cibler les manifestations menées par l'opposition

sous le prétexte du Covid-19 semblent arbitraires. Le 16 septembre, le MRC a publié une note fournissant des conseils à tous ses membres et partisans qui prévoient de descendre dans la rue le 22 septembre sur la manière d'assurer des manifestations pacifiques et de freiner la propagation du Covid-19 en portant un masque.

D'autres réunions et manifestations dirigées par l'opposition ont été interdites au Cameroun au cours des 18 derniers mois. En avril 2019, les autorités ont [interdit une semaine de manifestations prévues par le MRC à travers le pays](#). Les autorités locales ont également [interdit](#)

récemment deux réunions privées prévues par le MRC à Maroua, dans la région de l'Extrême Nord, le 9 août, et à Nkongsamba, dans la région du Littoral, le 15 août, invoquant des préoccupations relatives au Covid-19 et au maintien de l'ordre public.

La réunion du MRC à Nkongsamba était prévue en tant que réunion privée au siège du MRC, et n'aurait dû donc pas faire l'objet d'une interdiction au nom de l'ordre public. À Maroua, où la réunion devait se tenir dans un hôtel, les autorités l'ont interdite officiellement pour des raisons relatives à la sante publique, malgré les assurances des dirigeants du MRC concernant la prise de mesures préventives pour éviter la propagation du Covid-19, notamment le respect de la limite de 50 participants exigée par la loi. Des dirigeants du MRC ont également affirmé que les autorités ont autorisé des réunions similaires tenues par le parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, dans les deux villes.

Le 19 septembre, le siège du parti d'opposition Cameroon People's Party (CPP) à Yaoundé a été encerclé par plus de 30 policiers et gendarmes. « Le sous-préfet de Yaoundé a affirmé que nous tenions une réunion publique sans déclaration. Nous l'avons informé que nous tenions notre réunion hebdomadaire et régulière dont la participation est limitée à nos membres », a déclaré Edith Kahbang Walla, dite Kah Walla, présidente du CPP, plus tard dans la journée. « Il s'agit d'une énième violation de la loi et d'une tentative de nous intimider. » Après une impasse d'environ une heure, les membres du CPP ont été informés qu'ils étaient libres de partir.

Human Rights Watch [aprécedemment documenté comment le gouvernement du Cameroun se sert de la pandémie pour régler ses comptes et punir l'opposition](#). En mai, plusieurs bénévoles de l'Initiative Survie Cameroun, une initiative de levée de fonds lancée par Maurice Kamto pour faire face à l'urgence sanitaire, ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient des masques de protection et du gel nettoyant pour les mains dans la capitale, Yaoundé. Ils ont été accusés de rébellion, puis remis en liberté le 15 mai.

Le porte-parole du MRC, Biboun Nissack, a déclaré à Human Rights Watch que la récente interdiction des manifestations par le gouvernement « menaçait de pousser le parti dans la clandestinité ».

La Constitution du Cameroun garantit la liberté de réunion, et la loi camerounaise exige que les organisateurs d'une manifestation notifient les autorités locales sept jours avant la date choisie. Quoique la liberté de réunion ne soit pas absolue et que des restrictions soient permises, notamment dans le but de préserver la santé publique, de telles mesures doivent non seulement avoir une base juridique mais aussi être strictement nécessaires, proportionnées et non discriminatoires à l'encontre de segments particuliers de la société.

Des interdictions générales et de portée très large, comme celle qui est invoquée par le gouvernement camerounais, en particulier en réaction à des initiatives d'organisation politique de la part des partis d'opposition, ne répondent pas à ces critères. Le 16 mars 2020, [des experts de l'ONU en matière de droits humains](#) ont averti que « des déclarations d'urgence liées à la pandémie de COVID-19 ne devraient pas servir de prétexte à des politiques répressives sous couvert de protéger la santé publique, et ne devraient pas être utilisées dans le but ultime d'étouffer la dissidence ».

La loi antiterrorisme – promulguée en décembre 2014 alors que le Cameroun peinait à faire face à la menace croissante posée par le groupe islamiste armé Boko Haram – a été largement critiquée, notamment par les organisations [camerounaises et internationales de défense des droits humains et par les partis d'opposition](#), pour sa définition excessivement large du terrorisme, pour le fait qu'elle prévoit l'application de la peine de mort et parce qu'elle est utilisée pour réduire au silence l'opposition, [la société civile et les médias](#).

Cette récente répression de la liberté de réunion s'inscrit aussi dans un contexte largement documenté d'arrestations pour des motifs politiques et de traduction en justice de membres et d'activistes du MRC, dont son vice-président, Mamadou Mota.

« Quand un gouvernement menace de traiter l'exercice du droit de manifester pacifiquement comme un acte d'insurrection, il s'attaque aux éléments fondamentaux d'une société basée sur les droits humains et l'État de droit », a affirmé Lewis Mudge. « Les libertés et les droits fondamentaux garantis non seulement du fait des obligations internationales du Cameroun, mais aussi par sa Constitution, sont en danger et, si cette répression conduit à des manifestations d'encore plus grande ampleur contre les autorités, on peut légitimement craindre que les violations telles que le recours excessif à la force et les mauvais traitements n'augmentent de manière spectaculaire. »

CONGO BRAZZA :

Le Congo Brazza ratifie la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel

<https://www.digitalbusiness.africa/le-congo-brazza-ratifie-la-convention-de-lunion-africaine-sur-la-cybersecurite-et-la-protection-des-donnees-a-caractere-personnel/22/09/2020>

[Digital Business Africa] – Après délibération et adoption par l'Assemblée nationale et le Sénat, le président de la République du Congo, Denis Sassou-N'guesso, a promulgué le 20 août 2020 la loi autorisant le Congo à ratifier la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. Un décret dans le même ordre a été signé le même jour à Brazzaville par le président de la République.

La Convention de l'Union africaine (UA) sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, aussi appelée « Convention de Malabo », avait été adoptée le 27 juin 2014. Cette convention se veut instrument fédérateur à vocation continentale dans le domaine de la cybersécurité et de la protection des données à caractère personnel.

Convaincus de la nécessité de mobiliser l'ensemble des acteurs publics et privés (États, collectivités locales, entreprises du secteur privé, organisations de

la société civile, médias, institutions de formation et de recherche etc.) en faveur de la cybersécurité ; préoccupés par l'urgence de la mise en place d'un dispositif permettant de faire face aux dangers et risques nés de l'utilisation de l'informatique et des fichiers sur les individus dans le souci de respecter la vie privée et les libertés tout en favorisant la promotion et le développement des TIC dans les pays membres de l'Union Africaine; les États membres de l'Union africaine avaient en 2014, qu'il était nécessaire, face à l'actualité de la cybercriminalité, véritable menace pour la sécurité des réseaux informatiques et le développement de la société de l'information en Afrique, de fixer les grands orientations de la stratégie de réponse de la cybercriminalité dans les pays membres de l'Union africaine.

Ceci en prenant en charge leurs engagements actuels aux plans sous régional, régional et international. C'est ainsi qu'ils avaient mis en place la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. Les États membres de l'UA sont invités à signer, ratifier et adhérer à cette convention de Malabo. C'est désormais chose faite pour le Congo Brazza.

Une loi locale déjà promulguée

En juin 2020, le parlement congolais avait déjà adopté la loi sur la cybercriminalité et la cybersécurité. Une loi constituée de 108 articles qui répriment à divers niveaux les crimes commis via les TIC. Entre autres innovations, la nouvelle loi sanctionne les atteintes à la confidentialité et à l'intégrité des systèmes d'information, l'introduction frauduleuse de données dans un système

d'information, l'interception frauduleuse de données d'un système d'information, ou encore des infractions relatives aux données à caractères personnelles.

Quelques mois plus tôt, au cours d'un conseil ministériel, le président de la République, Denis Sassou Nguesso, avait invité Léon Juste Ibombo, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, à présenter le projet de loi relatif à la cybersécurité.

Présentant le projet de loi contre la cybercriminalité, Léon Juste Ibombo avait indiqué que l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) a favorisé de profondes mutations dans la manière de concevoir et de réaliser les activités humaines, et que de façon paradoxale, la révolution technologique a également favorisé l'irruption de nouveaux dangers et de graves menaces. Des agissements répréhensibles de toutes sortes, attentatoires tant aux intérêts des particuliers qu'à ceux de la chose publique se multiplient. Il en est ainsi de la fraude en ligne, de la diffusion de contenus pornographiques mettant en scène des enfants, du piratage, de l'usurpation d'identité, du traitement illicite de données à caractère personnel, etc.

Ainsi, les acteurs du monde criminel ont su tirer profit de l'insécurité du cyberspace qui découle de la vulnérabilité et de l'insuffisante maîtrise des TIC. Un phénomène nouveau dénommé cybercriminalité, trouvant son espace de prédilection dans l'environnement dématérialisé, est apparu. Sa particularité réside dans sa transnationalité, son immatérialité, sa volatilité et l'anonymat de ses acteurs.

Il fallait donc adapter la législation pénale congolaise aux spécificités de la délinquance numérique, aussi bien en droit substantiel qu'en droit procédural. De fait, le texte proposé s'inspirait largement des instruments juridiques internationaux et communautaires et résolvait ainsi la question de la transposition, dans la législation nationale, des normes régionales et communautaires.

Ce texte avec ses cent huit articles répartis en trente-trois chapitres et cinq titres, définit les infractions liées aux TIC ainsi que les peines encourues par les délinquants tant correctionnels que criminels.

C'est le cas des atteintes à la confidentialité, à l'intégrité, à l'introduction et à l'interception frauduleuse des données, des systèmes d'information, au traitement illicite des données à caractère personnel.

Sont également prévus et punis par cette loi, l'abus de dispositifs et de l'association de malfaiteurs informatiques, la pornographie infantile, la xénophobie par le biais d'un système d'information, la violation des normes relatives à la publicité par voie électronique, à la prospection directe, à la cryptologie.

Enfin, cette loi n'exclut pas les cas de vol, d'extorsion, d'abus de confiance, d'escroquerie, de recel de l'information électronique, de tous actes dolosifs, de blanchiment de capitaux, et d'exploitation illicite des données à caractère personnel. Tout comme, il est fait état des infractions portant sur les atteintes au droit d'auteur, sur l'usurpation d'identité numérique, sur les atteintes à la défense nationale et sur la responsabilité pénale des personnes morales.

Le titre III, quant à lui, définit les techniques procédurales et probatoires en matière d'infractions commises par le biais des TIC. Sont ainsi définis à ce titre, le système de preuve électronique en matière pénale, les modalités de perquisition, d'interception de données informatisées et du pouvoir d'injonction dont disposent le procureur de la République et le juge d'instruction à l'égard de toute personne, pour produire et communiquer les données informatiques spécifiées, en sa possession ou sous son contrôle.

Tenant compte du caractère transnational de cette catégorie d'infractions, le titre IV fixe les modalités de coopération et d'entraide judiciaires internationales.

Covid-19 : L'Union africaine demande un soutien économique pour les pays africains

<https://tchadinfos.com/economie/covid-19-lunion-africaine-demande-un-soutien-economique-pour-les-pays-africains/> 24 septembre 2020 14:13 Junior Bekoutou

L'Union africaine, par la voix Cyril Ramaphosa, demande aux partenaires d'appuyer les pays africains à faire face aux conséquences économiques de la Covid-19. C'était devant l'Assemblée générale des Nations-Unies.

La crise sanitaire engendrée par la Covid-19 a amené les pays d'Afrique à retarder leurs efforts pour fournir des logements, des soins de santé, de l'eau, des installations sanitaires et une éducation à leurs populations. Assurant la présidence tournante de l'Union africaine, pour la période de l'année 2020, l'Afrique du Sud a plaidé à l'occasion du sommet des Nations-Unies pour davantage de solidarité de la communauté internationale envers les pays africains qui affrontent la pandémie de Covid-19 et ses conséquences socio-économiques.

Le président en exercice de l'Union africaine, par ailleurs président de l'Afrique du Sud, Ramaphosa a appelé les partenaires internationaux à soutenir le déploiement d'un plan de relance global pour les pays africains. Pour lui, « Cela permettra aux pays africains non seulement d'atténuer les effets sur la santé de la Covid-19, mais aussi de nous aider dans l'immense tâche de reconstruire nos économies brisées ».

China's New Climate Pledge Is Extraordinarily Ambitious But is it real? <https://slate.com/news-and-politics/2020/09/china-emissions-climate-xi-pledge.html> By JOSHUA KEATING 2020/09/24

Chairman Xi Jinping of China dropped some potentially historic news in the middle of another *pro forma* address to the U.N. General Assembly on Tuesday, setting a surprisingly ambitious and specific target for reducing carbon emissions.

Calling for a global “green revolution,” Xi told the world that “by adopting more vigorous policies and measures ... we aim to have CO₂ emissions peak before 2030 and achieve carbon neutrality before 2060.” This added some more specificity to the country’s peaking date—China had previously pledged to peak emissions “around” 2030—but the 2060 carbon neutrality target is the bigger news and a potential game changer from the world’s largest CO₂ emitter.

If China were to achieve this goal, it could shave .2 to .3 degrees Celsius off global warming projections, according to Climate Action Tracker. This is the sort of change that could make the difference between a very bad or truly catastrophic climate future. It could also potentially serve as an example for other countries and reinvigorate the Paris Agreement process, which has been foundering since President Donald Trump announced his intention to withdraw the U.S. from the accord in 2017.

But ... is it for real? China has made ambitious climate pledges before, even as it has continued constructing coal plants in the name of economic development. While Xi, in his speech, urged other governments to “achieve a green recovery of the world economy in the post-COVID era,” China’s own post-COVID stimulus plan pours billions of dollars into fossil fuel projects. China’s statistics reporting can also be notoriously unreliable, particularly at the local level, making it hard to track progress.

Nevertheless, experts say Xi’s pledge, especially considering the high-profile setting in which he made it, should be taken seriously. “In the climate domain, the Chinese have always honored their pledges,” says Kelly Sims Gallagher, a professor of Energy and Environmental Policy at Tufts’ Fletcher School who served as China adviser to the special envoy for climate change under the Obama administration. “They tend to be conservative in their target-setting, but they meet those targets. They’re very much on track to be able to honor their 2030 targets.”

David Waskow, director of the international climate initiative at the World Resources Institute, said Xi’s pledge “clearly sets out a direction of travel that’s transformational. The question is how to turn policy into practice.”

We should get more details about Xi’s bold but vague pledge when the Chinese government releases its latest nationally determined contribution—the carbon reduction goal statements that parties to the Paris Agreement submit to the U.N. every five years—ahead of the U.N. Climate Change Conference in Glasgow, Scotland, in 2021. (That conference was supposed to be this year but was postponed due to the coronavirus.)

One big question is when, exactly, before 2030, China plans to peak emissions. At an EU-China summit this month, EU leaders urged Beijing to peak by 2025, but Chinese leaders have been mum so far about a specific target.

Waskow also notes that China’s previous NDC doesn’t address non-CO₂ emissions like methane and hydrofluorocarbons, which have a disproportionate impact on global warming. China’s contribution to this type of emissions alone, says Waskow, “would be equivalent to the seventh largest emitter in the world.” It’s unclear how these emissions factor into the new pledge.

Then there’s the question of how China plans to achieve its target. Yifei Li, a professor of environmental studies at NYU Shanghai and co-author of the book *China Goes Green*, says that it’s likely to be a combination of investments in green technologies, “carbon sinks” like ongoing

reforestation projects in Northern China, and stepping up its national carbon cap-and-trade mechanism. “For example, if you’re organizing a sporting event, all of the vehicles and all of the water and all of the energy that you use for lighting the stadium will have to be accounted for,” says Li. “And if it exceeds your allocated carbon credits, you’ll have to buy them.”

While Li believes Xi’s pledge is good news for the planet, he is concerned that this plan would give an already extraordinarily powerful government a new mechanism to reward friends and punish enemies. “The Chinese government will be able to set these carbon emission rights for individual companies and government agencies,” he explains. “So, if it’s a well-behaving community, they could get five more credits. This enables the government to further intervene into the economy and private communities.”

Experts are also concerned that China may not reduce its pollution but simply relocate it. The massive global infrastructure investment project known as Belt and Road has already been criticized by environmentalists for putting money into energy-intensive projects, including coal-fired power plants, in other countries. “Chinese overseas financing is essentially a safety valve for the economic pressure that this energy transition creates,” says Scott Morris, a senior fellow at the Center for Global Development. “Through Belt and Road, China has a mechanism for pushing out the dirty stuff so it doesn’t cause immediate disruption in the economy.” In other words, it won’t do much good for the world if China reduces its emissions while causing emissions to rise in Pakistan and Malaysia by the same amount.

The hope is that China’s commitment, the most ambitious so far by a developing country, will spur similar ambition from others. But it’s also important to remember that China’s size and economic power make it unique. Not every government can afford to be as ambitious.

“It will make other developing countries nervous that somehow this is intended to set out a path for them,” says Morris. “They don’t have the resources to manage this transition, which is why they’re very vocal about the need for support from wealthy countries.” It remains to be seen if China’s ambition to make its own energy transition will be matched by a commitment to help poorer countries do the same. China has been bidding for assistance from the Green Climate Fund, set up under the Paris framework, much to the irritation of the Trump administration.

Another question raised by Xi’s announcement is why it came now. It’s likely that China’s leaders are looking for a rare public relations win at a time when China is facing international backlash over the coronavirus, human rights, and trade policy. It was telling that Xi made his pledge just minutes after Trump’s China-bashing UNGA speech. “There has been a good amount of ill-will against China lately because of the pandemic and other things,” says Li. “The Chinese Communist Party is eager to rebuild its image as a responsible power. The environmental governance apparatus in the United States has been completely damaged by Donald Trump, so it’s a void space and China is eager to fill that space.”

Another question raised by Xi’s announcement is why it came now. It’s likely that China’s leaders are looking for a rare public relations win at a time when China is facing international backlash over the coronavirus, human rights, and trade policy. It was telling that Xi made his pledge just minutes after Trump’s China-bashing UNGA speech. “There has been a good amount of ill-will against China lately because of the pandemic and other things,” says Li. “The Chinese Communist Party is eager to rebuild its image as a responsible power. The environmental governance apparatus in the United States has been completely damaged by Donald Trump, so it’s a void space and China is eager to fill that space.”

TIKTOK REQUIÈRE LA JUSTICE AMÉRICAINNE POUR NE PAS ÊTRE BANNI AUX USA
<https://www.fredzone.org/tiktok-requiere-la-justice-etasunienne-pour-ne-pas-etre-banni-aux-usa-66625> septembre, 2020 at 08:35

Le feuilleton TikTok se poursuit, aux USA, alors qu'une solution semblait avoir été trouvée. Pour rappel, l'application détenue par ByteDance est accusée par le gouvernement étasunien de piller les données privées des utilisateurs pour le compte du Parti communiste chinois. Une accusation que la société rejette totalement, alors que les USA ont plusieurs cibles dans le viseur : WeChat et Huawei, constructeur de smartphones et équipementier. Et pour TikTok, il est impossible d'être banni des États-Unis, avec des millions d'utilisateurs sur le territoire. L'application requiert donc la justice américaine pour trancher.

C'est ce que nous rapporte The Verge, expliquant que Donald Trump refuse que ByteDance détienne une participation sur TikTok Global.

TikTok Global, société nouvellement créée pour permettre l'autorisation de TikTok aux USA, en coopération avec deux firmes étasuniennes.

TikTok invoque la Constitution américaine

TikTok devait être banni, dimanche dernier, aux USA. Finalement, l'interdiction a été levée suite à un accord validé par Donald Trump. ByteDance doit s'allier à Walmart et Oracle, sociétés américaines, pour créer TikTok Global aux USA, avant son introduction en bourse pour 2021, et permettre que l'application soit autorisée sur le territoire.

Jusqu'à maintenant, Walmart et Oracle avaient expliqué détenir à 100% la société. Mais du côté de ByteDance, le discours était différent, expliquant que TikTok Global lui appartiendrait à 80%.

Mais pour Donald Trump, hors de question que ByteDance détienne une participation dans TikTok Global. Si la société n'est pas 100% américaine, le président des USA a expliqué que l'accord serait refusé. Et TikTok interdit aux USA.

ByteDance sollicite donc la justice américaine, et invoque sa Constitution. Une audience se tiendra donc aux USA pour trancher à ce propos. Mais il semblerait que la société chinoise ne soit pas prête à céder totalement TikTok Global à Walmart et Oracle.

La situation est donc bloquée, de nouveau, suite à une solution qui semblait avoir été trouvée. Du côté de Donald Trump, il y a fort à parier que ce dernier refusera catégoriquement que ByteDance détienne une miette de TikTok Global, affaire devenue affaire personnelle. On pourra donc s'attendre à de nouveaux rebondissements dans les semaines qui viennent.

ONU : le chef du Parti adresse un message à la 75^e session 25/09/2020

<https://www.lecourrier.vn/onu-le-chef-du-parti-adresse-un-message-a-la-75e-session/836711.html>

Le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam (PCV) et président de la République, Nguyễn Phú Trọng, a envoyé jeudi 25 septembre (heure locale) un message important au débat général de haut niveau de la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Voici le texte intégral du message.

Votre Excellence Volkan Bozkir, Président de la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations unies,

Votre Excellence António Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU),
Mesdames et messieurs,

Je tiens à féliciter votre Excellence Volkan Bozkir pour votre élection à la présidence de la 75^e Assemblée générale des Nations unies. Je suis convaincu que sous votre direction expérimentée et compétente, notre session sera un succès.

Permettez-moi également d'exprimer mon estime pour les contributions importantes que son Excellence Tijjani Muhammad-Bande, président de la 74^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, et le secrétaire général António Guterres ont faites malgré les énormes défis posés par la pandémie de COVID-19.

Monsieur le président,

Nous célébrons le 75^e anniversaire des Nations unies et entrons dans la troisième décennie du XXI^e siècle dans des circonstances extraordinaires.

Pour la première fois dans l'histoire, les dirigeants des États membres ne peuvent pas se réunir au débat général de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies. Cela ne diminue cependant en rien notre détermination et notre capacité à délibérer et à rechercher des solutions aux problèmes d'intérêt commun.

Je fais écho à l'évaluation du secrétaire général selon laquelle nous sommes confrontés aux défis les plus dangereux depuis la naissance de l'ONU, en particulier les impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, la société, la politique et, surtout, la vie humaine.

Monsieur le président,

Dans ce contexte, je salue le thème de notre session : "L'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut : réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme - affronter le COVID-19 par une action multilatérale efficace". Permettez-moi de partager certaines de mes réflexions dans ce sens.

Premièrement, les mécanismes multilatéraux mondiaux et régionaux doivent être renforcés. Nous avons besoin d'une Organisation des Nations unies (ONU) véritablement cohésive et inclusive, où chaque membre, grand ou petit, riche ou pauvre, puisse avoir voix au chapitre pour décider des questions d'intérêt commun. L'ONU doit servir d'"incubateur" pour les initiatives de coopération multilatérale pour la paix, le développement et la prospérité. D'autres réformes devraient être entreprises pour transformer l'ONU en une organisation plus forte et plus efficace, capable de remplir son rôle d'harmonisation des intérêts et des comportements des États face aux changements monumentaux de notre temps.

Deuxièmement, la Charte des Nations unies et les principes fondamentaux du droit international doivent être défendus et avancés en tant que normes de comportement pour tous les pays dans les relations internationales contemporaines. Nous devons être résolus et persévérants à faire progresser la coopération et l'amitié pour lutter contre les conflits et l'hostilité. Nous devons privilégier le dialogue à l'affrontement, et le règlement pacifique des différends aux actes unilatéraux d'imposition. Dans cet esprit, le Vietnam appelle à la levée des sanctions unilatérales qui nuisent au développement socioéconomique des pays et aux moyens de subsistance de la population, en

particulier l'embargo imposé à Cuba.

Troisièmement, la pandémie de COVID-19 sert d'avertissement sévère pour nous tous, exigeant nos engagements plus forts et nos actions plus fortes pour promouvoir un développement durable, inclusif et centré sur l'homme. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit continuer à être le cadre de notre coopération pour surmonter cette pandémie pour une reprise durable. Nos politiques et nos actions doivent avoir l'intérêt de notre peuple au cœur, afin que personne, ni aucun pays, ne soit laissé pour compte. Les pays en développement devraient recevoir une aide financière, une aide technologique et commerciale pour réaliser les objectifs de développement durable.

Monsieur le président,

Il y a 75 ans, le 2 septembre 1945, le Président Hồ Chi Minh a prononcé la Déclaration d'indépendance qui a proclamé la naissance de la République démocratique du Vietnam (aujourd'hui République socialiste du Vietnam). Depuis ces premiers jours, le Président Hồ Chi Minh, à plusieurs reprises, a envoyé des lettres aux membres fondateurs de l'ONU, exprimant le désir du Vietnam de devenir membre de l'Organisation. Si ce n'est qu'en 1977 que cette aspiration est devenue réalité, la longue et tenace lutte du Vietnam pour conquérir et défendre l'indépendance nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale a servi de contribution concrète au mouvement mondial pour la paix, la démocratie et le progrès social, finalement les mêmes nobles objectifs auxquels l'ONU aspire. Permettez-moi de saisir cette occasion, au nom du peuple vietnamien, pour exprimer notre profonde gratitude aux pays et aux amis internationaux pour votre généreux soutien à notre juste lutte passée pour l'indépendance nationale et le développement national actuel.

Le Vietnam était autrefois un pays pauvre et arriéré ravagé par la guerre, étranglé par l'embargo. Après 35 ans de Dôï Moi (Renouveau), le Vietnam est devenu un pays en développement à revenu intermédiaire et vise à devenir un pays industriel à revenu élevé d'ici 2045. Dans la lutte contre le COVID-19, malgré les difficultés, le Vietnam a enregistré des résultats positifs et remarquables.

Nous avons réussi à contenir la pandémie tout en favorisant le développement social et économique. Par solidarité internationale et sachant que la pandémie n'est vaincue que lorsque nous gagnons tous, le Vietnam s'est engagé dans la coopération et le partage d'expériences avec de nombreux pays, y compris le soutien fourni aux personnes les plus touchées par la pandémie et aux efforts internationaux communs.

Le Vietnam mène une politique étrangère d'indépendance, d'autonomie, de multilatéralisation et de diversification des relations. En tant que partenaire fiable et membre actif et responsable de la communauté internationale, le Vietnam attache de l'importance aux travaux de l'ONU et a élargi sa coopération globale avec l'Organisation. Le Vietnam travaillera avec les États membres pour rendre l'ONU plus démocratique, transparente et efficace.

En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mandat 2020-2021, le Vietnam promeut le dialogue, la désescalade des tensions et de la confrontation et des solutions justes et raisonnables aux problèmes de paix et de sécurité régionaux et mondiaux. Nous défendons le multilatéralisme et le respect du droit international et de la Charte des Nations unies, et renforçons les relations entre l'ONU et les organisations régionales, en particulier l'ASEAN.

En tant que président de l'ASEAN en 2020, le Vietnam travaille avec ses autres États membres pour construire une région de paix, d'amitié et de coopération, afin de concrétiser la vision de l'ASEAN en tant que communauté politiquement cohésive, économiquement intégrée et socialement responsable. Avec les pays de la région et de l'extérieur, nous nous engageons à maintenir et à promouvoir la paix, la stabilité, la sécurité et la sûreté maritimes et la liberté de navigation dans la Mer Orientale (mer de Chine méridionale), conformément au droit international, en particulier à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982. Nous appelons toutes les parties concernées à faire preuve de retenue, à éviter les actes unilatéraux qui compliqueraient la situation et à régler les litiges et les différends par des moyens pacifiques dans le respect des processus diplomatiques et juridiques.

Monsieur le président,

Au cours des 75 dernières années, les États membres ont minutieusement bâti une Organisation des Nations unies pour la paix, la coopération et le développement. Nous avons le devoir de renforcer et

de revigorer la plus grande organisation multilatérale du monde, en particulier face aux immenses défis et opportunités du XXI^e siècle.
Je vous remercie de votre aimable attention.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Dimanche 27 septembre 2020